

LA PRESSE

EXCLUSIF
ENTREVUE AVEC MICHEL MARTELLY

SE LIBÉRER DU PASSÉ

Le nouveau président haïtien envisage d'accorder l'amnistie à Jean-Claude Duvalier et Jean-Bertrand Aristide.

VINCENT MARISSAL PAGES A2 ET A3

Michel Martelly
PHOTO AFP

VOITURES NEUVES

ACHETER SANS SE FAIRE ROULER

L'AUTO PAGES 5 À 15



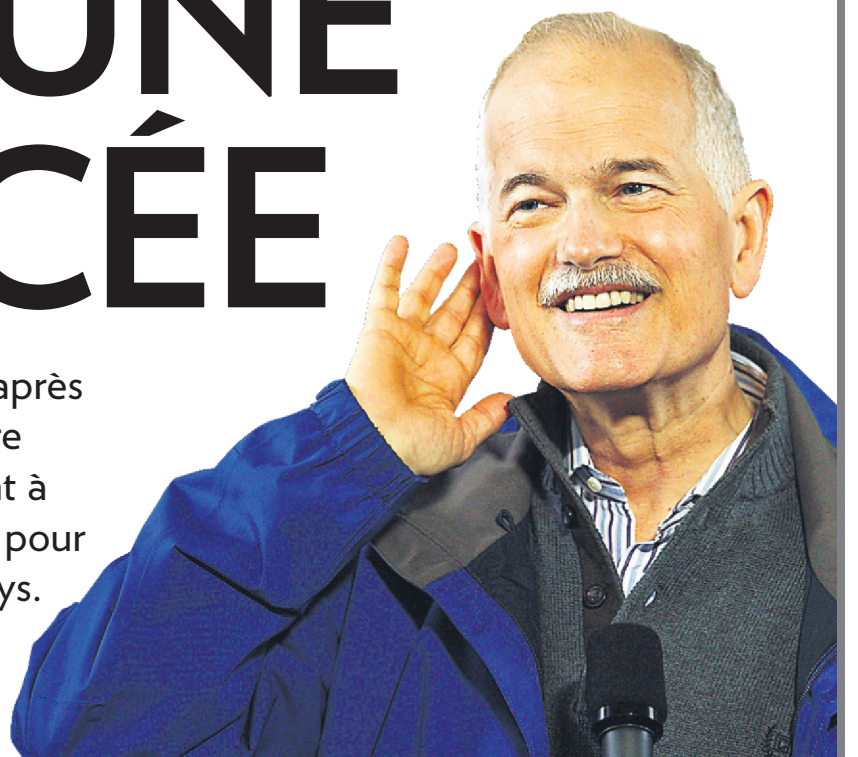
SONDAGE EXCLUSIF ANGUS REID-LA PRESSE-TORONTO STAR

SUR UNE LANCÉE

Un coup de sonde réalisé après les débats des chefs montre que le NPD est maintenant à égalité avec le Parti libéral pour les appuis à l'échelle du pays.

JOËL-DENIS BELLAVANCE PAGE A9

Jack Layton. PHOTO PAUL DARROW, REUTERS



BOIRE, FUMER ET CONDUIRE VITE

ENFANTS DE STARS AU CACHOT

ÉRIC CLÉMENT
ARTS ET SPECTACLES PAGE 1



CONGRÈS DU PARTI QUÉBÉCOIS

MAROIS TIENT TÊTE AUX RADICAUX

Au lendemain d'un appui record à son leadership, la chef du PQ a dû utiliser toute son influence pour renverser une mesure sur l'affichage unilingue. **TOMMY CHOUINARD** PAGE A6

UNE CARTOUCHE
GASPILLÉE
DENIS LESSARD PAGE A8

LE PQ DE M^{me} MAROIS
ANDRÉ PRATTE FORUM PAGE A20

L'UNITÉ DE FAÇADE
ALAIN DUBUC FORUM PAGE A21

TRANSPORTS ÉLECTRIQUES
BOMBARDIER
COUPE LE FIL

LA PRESSE AFFAIRES PAGE 1

CHANGEMENT DE RÔLE

Forts de leur nouveau statut de favoris, les joueurs du Canadien devront éviter les pièges du Centre Bell.

SPORTS PAGES 1 À 4

PHOTOS BERNARD BRAULT, LA PRESSE



Mon clin d'œil **STÉPHANE LAPORTE**
Selon les espions du maire Tremblay, le Canadien mène la série contre les Bruins 2 à 0.
Cliquez sur l'icône pour aller sur mon blogue! cyberpresse.ca/laporte

SOMMES-NOUS DES DINDES?
VIVRE/ARTS ET SPECTACLES PAGE 7

Vous entendez mais ne comprenez pas toujours?

- RÉDUCTION DES BRUITS DE FOND
- MAXIMISATION DE LA PAROLE

Une prothèse auditive SANS FRAIS ET SANS LIMITE D'ÂGE, selon les règles de la RAMQ.

Montréal, 525, rue Sherbrooke Est
Longueuil, Saint-Hilaire, Saint-Jean, Laval, Granby, Cowansville - 1 800 422-6181

**Laflamme
& ASSOCIÉS**
AUDIOPROTHÉSISTES
40 ans d'évolution

514 849-4500

www.laflammeetassocies.com

Le modèle illustré n'est pas couvert par la RAMQ

HAÏTI ENTREVUE AVEC LE NOUVEAU PRÉSIDENT

UN PLAN
POUR
L'AVENIR

VINCENT MARISSAL

Le nouveau président d'Haïti, Michel Martelly, ne prendra pas de décisions précipitées dans le cas des anciens présidents Jean-Claude Duvalier et Jean-Bertrand Aristide, mais il songe à leur accorder une amnistie dans le but, dit-il, de favoriser le processus de réconciliation dans son pays durement éprouvé.

Dans une entrevue exclusive à *La Presse*, via Skype, le populaire chanteur qui deviendra officiellement président dans les prochains jours, dit avoir un « plan pour l'avenir, pas pour le passé », tout en précisant qu'il respecte la douleur des victimes de ces régimes.

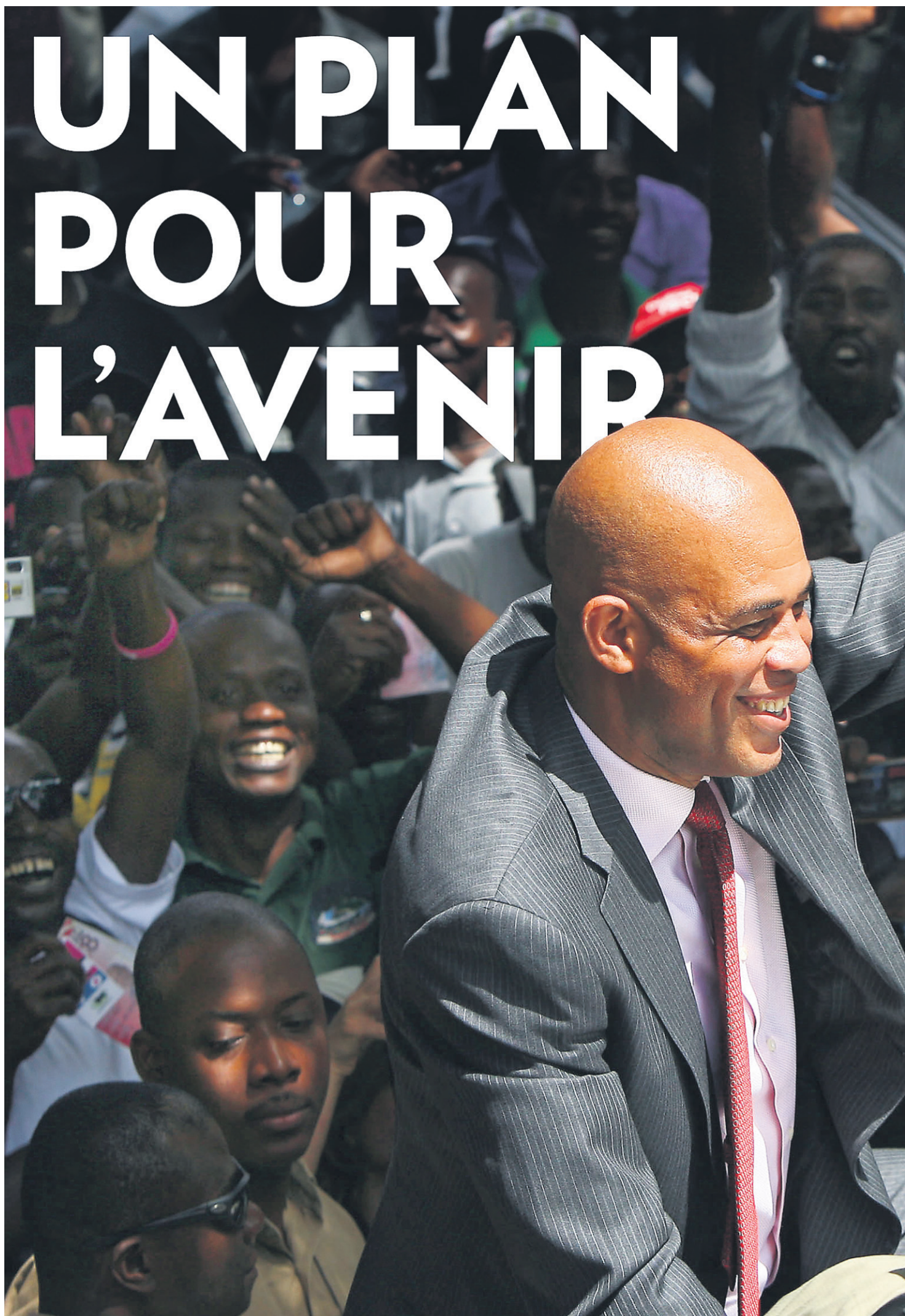
Cette position risque de faire des remous, en particulier auprès des centaines de Québécois d'origine haïtienne qui ont dû fuir leur pays pendant les années Bébé Doc (de 1971 à 1986), le plus souvent après avoir été arrêtés, torturés, menacés. Ces gens s'organisent pour faire condamner l'ancien dictateur, une démarche soutenue, notamment, par l'organisme Human Rights Watch.

On accuse Jean-Claude Duvalier d'être responsable de milliers de morts et de disparitions. À son retour à Port-au-Prince, en janvier, il a été accusé formellement de corruption et de détournement de fonds. Il a toutefois été relâché.

En entrevue, le président Martelly promet par ailleurs de mettre fin à des décennies de corruption et de gaspillage pour redonner confiance à son peuple et à la communauté internationale.

Il appelle en outre la diaspora haïtienne à revoir sa relation avec la mère patrie et reconnaît que les dirigeants de son pays ont cruellement manqué à leurs obligations dans le passé.

Voici, en blocs distincts, résumant les immenses défis qui se dressent devant Haïti, les réponses, le plan et la vision de son nouveau président.



Le président Michel Martelly salue ses supporters à Port-au-Prince le 5 avril dernier.

RECONSTRUIRE
LE PAYS

Avant le tremblement de terre de janvier 2010, Haïti représentait déjà un défi incommensurable. Alors, maintenant, avec la dévastation en plus, peut-on encore y croire? Par où commencer?

« Les priorités sont multiples, reprend M. Martelly. On parle d'éducation, de relocalisation de ceux qui vivent sous les tentes, de la relance agricole, de la faim, de la crise alimentaire, de l'accès inexistant à la santé... »

« Pour moi, le plus important, c'est de parler de la confiance qui n'existe plus entre la population et l'État et avec les partenaires d'Haïti. Il est impératif de rétablir cette confiance de telle sorte que l'on donne courage et force à la population. Redonner aussi confiance aux amis et partenaires d'Haïti parce que ça fait longtemps qu'ils se penchent sur la cause haïtienne et, malgré tout, on tarde à voir des résultats. On se demande même si c'est fait exprès. Et finalement on a réalisé que c'est le leadership haïtien qui n'a jamais donné la priorité aux intérêts d'Haïti, qui n'a jamais voulu donner ce développement durable, ce qui fait que l'on doit aujourd'hui vivre d'assistanat. »

Et que dites-vous aux Québécois qui pensent que ça ne vaut plus la peine de donner de l'argent à Haïti, que c'est un trou sans fond?

« D'abord, je leur dis merci d'avoir essayé, d'avoir fait ça avec leur cœur. Je connais bien l'amour que les Québécois et les Canadiens ont pour Haïti et je comprends aussi leur déception, parce qu'ils voudraient tous voir Haïti changer un jour. »

« Je veux leur dire qu'Haïti va changer. »

« Je veux voir Haïti progresser et non plus seulement collecter de l'argent. Cela m'intéresse beaucoup plus d'inviter les partenaires à faire des dons d'infrastructures, des hôpitaux, des centres de santé, des bibliothèques, de la machinerie agricole et mettre sur pied une structure de contrôle. Je suis beaucoup moins pour l'argent que pour les résultats. »

« On apporte une garantie: nous avons la bonne volonté. Sous ma présidence, la corruption ne sera pas de mise (...). Je vous garantis des résultats. »

REPRENDRE SA PLACE
ET SES RESPONSABILITÉS

Qui doit diriger le colossal effort de reconstruction? La communauté internationale, Bill Clinton, le gouvernement haïtien?

« C'est le gouvernement haïtien qui doit mener, qui doit prendre sa place dans la reconstruction. Haïti est un pays libre et indépendant et a un président fraîchement élu. Il s'agit de donner la priorité aux besoins de la population. »

« Il y a eu des doutes par le passé et parfois, par manque de confiance, on a même décidé pour Haïti. L'opinion des Haïtiens n'a pas toujours compté. Même au sein de la CIRH (Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti), la représentation haïtienne était presque inexistante. Les projets sont choisis par la partie étrangère. Les Haïtiens ont été le problème par le passé, mais maintenant c'est une nouvelle approche. On est conscients d'être allés à reculons. »

TROP D'ONG, TROP PEU
DE SURVEILLANCE

« La communauté internationale a tout essayé pour aider Haïti, mais malheureusement, la corruption, le manque de transparence, le manque de cadre. Ça n'a pas toujours marché, ce qui a donné naissance à cette vague d'ONG qui sont sur le terrain et qui reçoivent beaucoup plus d'argent que l'État haïtien. »

« Ce qui fait que les institutions sont faibles et que les ONG ont beaucoup d'argent. Malheureusement, elles ne répondent à personne, on ne leur pose pas de questions et elles agissent comme elles le veulent dans n'importe quelle zone. Il faudrait blâmer l'État parce qu'il autorise les ONG. L'État aurait pu au moins superviser ces ONG et s'assurer qu'elles œuvrent dans des endroits bien précis et que leurs programmes intègrent un plan national. Je blâme le leadership haïtien et le manque de volonté et de transparence. Cela va changer dès que nous serons installés. »



Plusieurs édifices de la ville de Jacmel se sont effondrés durant le séisme du 12 janvier 2009. Et après.

ARCHIVES LA PRESSE



PHOTO AFP, HECTOR RETAMAL

L'aide internationale évacuée des élections, déplacent les ONG

MARTIN CROTEAU

Même si les sommes promises par le Canada tardent à arriver en Haïti, aucun parti fédéral ne semble décidé à faire de l'aide internationale un enjeu électoral, dénoncent les organisations humanitaires québécoises. En janvier, la coalition Concertation pour Haïti a dénoncé la lenteur d'Ottawa à acheminer les millions promis à Haïti. Selon elle, à peine le tiers des 400 millions qui devaient servir à la reconstruction du pays en 2010 ont effectivement été versés.

Or, la campagne électorale en cours ne fait rien pour rassurer les membres de la coalition. Même si Stephen Harper a brièvement mentionné la reconstruction d'Haïti lors du débat des chefs, aucun parti politique n'a fait de l'aide internationale un enjeu de premier plan.

« Ce qui m'angoisse, c'est que ça ne fait même pas partie de leurs préoccupations pendant les élections, déplore Suzanne Loiselle, directrice d'Entraide missionnaire, groupe qui fait partie de la Concertation pour Haïti. La question de l'aide internationale n'a pas l'air de préoccuper nos chefs de parti en ce moment dans le discours public. Ça a été trois ou quatre lignes dans les débats. »

Le silence des candidats est « regrettable », convient le directeur des affaires publiques d'Oxfam, Michel Verret, mais guère surprenant. Peu importe qui remporte le scrutin du 2 mai, il ignore ce qu'il adviendra des sommes promises à Haïti.

« Le gouvernement canadien a ciblé Haïti comme étant l'un de ses pays prioritaires, explique-t-il. Mais je ne peux pas vous dire aujourd'hui ce qui arrivera après les élections, ni quelle sorte d'importance on donnera à ce dossier. »

Le gouvernement Harper a changé la manière dont l'Agence canadienne de développement internationale (ACDI) finance certains projets humanitaires. Désormais, les enveloppes sont attribuées par appels d'offres, une mesure qui ne plaît pas à tous les organismes sur le terrain.

L'Association québécoise des organismes de coopération internationale a donc lancé sa propre campagne auprès des partis politiques depuis le début des élections, demandant à chacun de prendre position sur la question.

« Il a beaucoup été question de rétablir la réputation et le rôle du Canada en tant que leader international et ça, c'est beaucoup en lien avec l'aide internationale, souligne le directeur général de l'AQOCI, Gervais L'Heureux. Dans ce sens, au moins ça a été abordé. »

LES CAS BÉBÉ DOC ET ARISTIDE

Que faire des anciens présidents Jean-Claude Duvalier et Jean-Bertrand Aristide récemment rentrés au pays, ravivant de douloureux souvenirs dans la population en plus de soulever des questions juridiques cruciales? Doit-on les arrêter et les juger pour les exactions et les fraudes commises sous leur présidence?

« Leur cas n'est pas aussi particulier que vous le pensez. La Constitution d'Haïti ne prévoit pas l'exil. Alors, ils sont bel et bien chez eux et je leur dis bienvenue. S'ils ont eu des problèmes ou s'ils ont mal agi par le passé, cela a à voir avec la justice. »

« Je leur dis bienvenue et nous prônons la réconciliation et l'inclusion. Il ne s'agit pas de prôner l'idéologie. Mon gouvernement a un plan pour l'avenir. J'ai toujours évité de planifier sur le passé. Je dirais tout simplement que nous pourrions éventuellement penser à ça (l'amnistie) dans la mesure où ceux qui ont été blessés dans le passé comprennent la nécessité de se réconcilier. Avant de penser à ça, il faut faire un travail de sensibilisation et de réconfort pour comprendre les victimes et respecter leurs sentiments. »

« Donc, on ne s'empresse pas de prendre des décisions, mais la tendance veut que je penche du côté de l'amnistie et de la clémence, de sorte que l'on puisse penser à demain et non pas au passé. Mais il faudra toujours tenir en compte du passé pour ne pas répéter les erreurs. »



PHOTO AP
Jean-Claude Duvalier

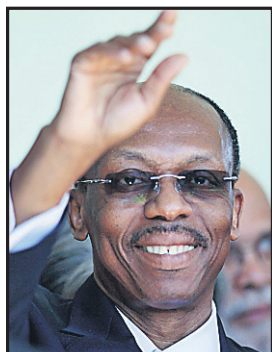


PHOTO AP
Jean-Bertrand Aristide

UN NOUVEAU RÔLE POUR LA DIASPORA

« La diaspora haïtienne envoie plus de 1 milliard et demi par année à des proches restés au pays. Un "apport considérable", mais mal dirigé et peu efficace. »

« Cet argent arrive à coups de 100\$ par personne ou 200\$ par semaine. Il n'est pas utilisé pour des projets qui apporteraient le développement durable dans certaines villes. Je propose de créer une équipe qui prendra contact avec la diaspora, représentée elle aussi par une équipe, et ces deux équipes pourront travailler ensemble à des projets qui apporteraient du développement durable. »

« La diaspora a un rôle à jouer. Elle doit revenir chez elle. Elle a eu peur de revenir à cause de l'insécurité. Le premier rôle serait d'être les premiers touristes, dont on a tellement besoin. Elle pourrait donner l'exemple. Elle pourrait aussi venir avec des projets solides qui puissent faire une différence. Il ne s'agit pas de payer l'écolage (NDLR: droits de scolarité) des petits ou d'envoyer 100\$ pour la mangeaille. »

« Parce qu'à ce moment-là, on ne voit pas les faits de cet apport. Je suggère que cette diaspora se constitue en force et que cela donne quelque chose de tangible. »

MESSAGE AU PROCHAIN PREMIER MINISTRE CANADIEN

« Il y a toujours eu une histoire d'amour entre Haïti et le Canada et je souhaite que le prochain premier ministre s'assure que les relations restent les meilleures. Je vous dis en plus merci pour toute l'assistance que votre pays a apportée par le passé et nous allons travailler à ce que vous ne regrettiez plus d'avoir fait tous ces efforts pour Haïti. »

CYBERPRESSE.CA

NOTRE ENTREVUE SKYPE

Voyez l'entrevue intégrale que notre journaliste a réalisée avec le président Michel Martelly sur cyberpresse.ca/martelly



PHOTO REUTERS

Un grand nombre d'Haïtiens vivent toujours dans des camps humanitaires.

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS 8
Astrologie du jour	AFFAIRES 8
Décès	AFFAIRES 8
Horaire télévision	ARTS 4
Loteries	A 8
Monde	A 18 et 19
Personnalité	AFFAIRES 10
Petites annonces	AFFAIRES 4 et 7
Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Ciel variable en matinée, plus nuageux en après-midi, maximum 4, minimum -1. AFFAIRES 7

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

ACTUALITÉS

Les policiers provinciaux maintiennent le cap

Son nouveau président n'est pas en faveur d'une enquête sur la construction

CATHERINE HANDFIELD

La tenue d'une enquête publique sur l'industrie de la construction n'est « pas nécessaire pour l'instant », selon Pierre Veilleux, le nouveau président de l'Association des policiers provinciaux du Québec.

En poste depuis mercredi, Pierre Veilleux estime que la nouvelle unité perma-

nente anticorruption, dont la création a été annoncée en février, est « suffisante » pour faire la lumière sur les allégations de corruption dans le domaine de la construction.

L'unité anticorruption regroupe l'escouade Marteau, l'escouade anticollusion du ministère des Transports et des enquêteurs d'autres ministères et organismes.

« Tourner la page »

« Après 15 mois à taper sur le clou, on va tourner la page et regarder ce qu'il y a de concret sur la table, a dit M. Veilleux, hier. Nous sommes confiants que cette escouade-là donnera de bons résultats. »

En novembre 2009, son prédécesseur, Jean-Guy Dagenais, avait réclamé le déclenchement d'une enquête publique, estimant que les

enquêtes policières n'étaient pas suffisantes pour éclairer la population et changer les façons de faire.

Jean-Guy Dagenais avait changé son fusil d'épaule en février, se disant satisfait par la création de l'unité permanente anticorruption. M. Dagenais est aujourd'hui candidat pour le Parti conservateur dans la circonscription de Saint-Hyacinthe-Bagot.

EN BREF

Accurso se défend devant Revenu Québec

Tony Accurso est engagé dans une bataille judiciaire contre Revenu Québec dans le but de faire casser une ordonnance lui donnant accès à la preuve de l'Agence de revenu du Canada (ARC) dans un dossier de fraude fiscale, a rapporté Radio-Canada. Revenu Québec cherche à savoir si Tony Accurso, dont les compagnies Simard-Beaudry et Constructions Louisbourg se sont reconnues coupables, est personnellement impliqué dans cette fraude. Comme les compagnies ont plaidé coupables, la preuve accumulée n'est pas rendue publique, mais un juge a ordonné à l'ARC de remettre cette preuve à Revenu Québec.

— La Presse Canadienne



VOUS AVEZ FAIT DU CHEMIN.

POUR CONTINUER D'AVANCER,
FIEZ-VOUS AUX EXPERTS
DE DESJARDINS.

PLANIFICATEURS FINANCIERS¹ – Pour élaborer et suivre votre stratégie financière

EXPERTS DES MARCHÉS FINANCIERS² – Pour optimiser votre portefeuille de placements sur les marchés

EXPERTS EN ASSURANCE DE PERSONNES³ – Pour protéger votre patrimoine financier

Venez découvrir nos experts.

desjardins.com/DesExperts

EXPERTS
DESJARDINS

 **Desjardins**

Coopérer pour créer l'avenir

À se cogner la tête sur les murs



YVES BOISVERT
CHRONIQUE

La première chose qui m'a renversé en lisant le jugement dans l'affaire Réjean Hinse, c'est qu'il n'y a eu aucun débat sur l'essentiel.

Réjean Hinse? Oui, bien sûr, c'est un innocent qu'on a envoyé en prison.

Tant le procureur général du Québec que celui du Canada l'ont reconnu à la fin du procès, en décembre.

Le jugement de la juge Hélène Poulin ne parle en fait pas du tout de « ça »: comment un homme 21 ans s'est retrouvé en prison pendant cinq ans pour un hold-up qu'il n'a pas commis à Mont-Laurier en 1961.

Et pourtant, depuis 1997 que la poursuite de Réjean Hinse est déposée, les deux procureurs ont dressé un mur de déni devant lui.

Erreur judiciaire? Pas prouvé. Pas sûr. Les victimes le reconnaissent. Que Hinse le démontre.

La démonstration était pourtant assez claire, depuis que les auteurs du crime ont juré qu'il n'y était pas, que l'enquête a été déclarée « pourrie » en 1988, que la Cour suprême l'a acquitté sans hésitation trois ans plus tard, des années après le fait.

Mais au lieu de le dédommager comme l'État a la responsabilité de le faire, on l'a forcé à faire un procès.

Et à la fin du procès, que dit le procureur général?

Eh ben oui, c'est vraiment une erreur.

Québec a réglé pour 5 millions pour les fautes de ses procureurs. La Ville de Mont-Laurier avait réglé avant le procès.

Restait la poursuite contre le Procureur général du Canada. Et c'est uniquement là-dessus que porte le jugement rendu jeudi: la responsabilité d'Ottawa. C'est en effet le ministre fédéral de la Justice qui a le pouvoir d'ordonner le réexamen des dossiers d'erreur judiciaire.

Réponse de la juge Poulin: la faute d'Ottawa est grande et vaut une compensation de 8 millions.

Ce qui fait 13 millions pour les deux gouvernements.

Faute par indifférence

Jamais personne n'a obtenu une telle compensation pour une erreur judiciaire au Québec.

Mais ce n'est pas seulement le « combien » qui fait de l'af-

faire Réjean Hinse une cause sans précédent.

C'est aussi le pourquoi.

Quelle est la faute du PG fédéral? N'avoir rien fait. Rien écouté. « Indifférence institutionnelle », comme dit la juge.

Une condamnation de 8 millions pour une faute par omission, voilà qui est robuste. Mais à la lecture de cette interminable tentative d'obtenir justice, difficile de dire que ce n'est pas justifié.

La tête sur le mur

Si on ne l'a pas vécu, il n'y a probablement pas moyen de mesurer ce que c'est que de passer cinq ans en prison pour un innocent.

pour commencer. Puis plus fort. Et plus fort encore.

« Jusqu'à ce que le mal que je ressente à l'extérieur soit plus fort que le mal que je ressentais à l'intérieur. »

Il en a fait une habitude, puisque des murs, il allait en cogner un, et un autre, et des centaines pendant les 42 ans qui ont suivi sa sortie de prison.

La juge Poulin énumère toutes les lettres qu'a envoyées Réjean Hinse pour demander que son dossier soit réexaminé. Alors que dans d'autres cas, Ottawa a demandé une enquête et nommé un arbitre pour décider de la compensation, dans ce cas-ci on n'a rien fait.

déoulant de cette incarcération injuste de CINQ ANS.

Ces injustices « n'ont pas eu d'impact négatif quantifiable sur sa vie », dit le psy.

Êtes-vous sérieux, docteur?

Mieux: cet « arrêt obligatoire dans sa vie lui a permis d'apprendre à fonctionner selon des normes attendues, tout en lui permettant de se développer un bagage de culture générale qui ne lui aurait pas été accessible autrement ». Il ajoute que l'emprisonnement a eu un effet « structurant » sur Hinse.

Le pénitencier forme la jeunesse, en somme!

Avez-vous déjà passé une journée en prison, docteur? Et 1800 jours et nuits, quand on n'a rien fait? Désespéré? À se cogner la tête sur les murs?

Même l'avocat d'Ottawa a dit être « tombé en bas de sa chaise » en lisant ça.

Je ne vois pas vraiment ce qu'on peut dire de plus dégueulasse à un innocent: la prison vous a fait le plus grand bien, mon ami.

Je ne vois pas vraiment ce qu'on peut dire de plus dégueulasse à un innocent: la prison vous a fait le plus grand bien, mon ami.

Puis les 45 suivantes à prouver qu'on l'est.

C'est si loin, 1964. Comment n'a-t-il pas oublié, depuis sa sortie de prison, en 1969? Il a fait sa vie, il a travaillé, il a eu des enfants...

Il faut l'entendre pour commencer à avoir une idée des flashes qui l'habitent.

Pendant que j'étais au pénitencier, j'avais tellement mal à la tête, dit M. Hinse, que je n'avais trouvé qu'un seul moyen de me soulager: me cogner la tête sur les murs.

Il se cognait la tête tranquillement sur le mur de béton

On n'a même pas examiné la possibilité de le faire, même si les indices clairs d'une erreur judiciaire s'accumulaient.

L'État a pourtant l'obligation de « réagir le plus tôt possible » face à une « condamnation sans fondement », écrit la juge.

La prison qui « cultive »

Le plus révoltant dans ce jugement (on a le choix, remarquez) est de lire les conclusions du psychiatre Gilles Chamberland, embauché par le Procureur général du Canada pour évaluer les dommages psychologiques

Mais enfin, 50 incroyables années plus tard, justice a été rendue.

Et avis est maintenant donné aux responsables: les erreurs judiciaires devraient nous empêcher de dormir, nous autres aussi.

Pour joindre notre chroniqueur: yboisvert@lapresse.ca

Une forêt protégée à Sainte-Julie

CHARLES CÔTÉ

Alors que les statistiques confirment le recul des forêts autour de Montréal, des efforts de protection portent leurs fruits à Sainte-Julie, où une superficie de 12 hectares adjacente au parc du Mont-Saint-Bruno sera conservée.

« Il n'y a plus beaucoup de projets de ce type, dit Romy Bazo, biologiste et chargée de projets de l'organisme Nature-Action, organisme de conservation de la Montérégie. Généralement, on voit plutôt de la construction en milieu forestier. »

« On y retrouve 35 espèces fauniques dont la survie est considérée comme précaire au Québec. » — Romy Bazo, de Nature-Action

Une partie de cette forêt mature, qui contient des plantes rares, pourrait éventuellement être cédée à Québec afin d'être annexée au parc national. Une autre partie deviendra un parc municipal.

La protection de cette forêt ne représente qu'une infime pièce du casse-tête de la protection de la biodiversité en Montérégie. Il fait partie du projet plus vaste de corridor forestier du mont Saint-Bruno qui s'étend de Verchères à La Prairie.

La plupart des forêts totalisant 18 000 hectares dans ce corridor sont des propriétés privées. « On y retrouve 35 espèces fauniques dont la survie est considérée comme précaire au Québec », affirme M^{me} Bazo. On y trouve aussi 41 espèces de végétaux à statut précaire.

Le projet de conservation doit être confirmé lors d'une conférence de presse aujourd'hui à Sainte-Julie. Il vise une partie d'un terrain zoné résidentiel totalisant de 20 hectares dont seulement 8 seront finalement lotis.

Pas moins de sept partenaires publics et privés ont dû s'entendre pour parvenir à le conserver. Quatre ordres gouvernementaux sont impliqués, tandis que trois entreprises (Construction DJL, Ski Mont Saint-Bruno et le propriétaire du terrain, la société Domaine des Hauts-Bois) ont fait des donations en argent ou en terrain.

ÉVÉNEMENT

BEAU TEMPS MAUVAIS TEMPS SUBARU

FORESTER 2.5X 2011

Location à partir de **349\$**

par mois/48 mois, taxes en sus

À LA LOCATION⁰:

- Comptant exigé : 766,40 \$ (taxes en sus) ou échange équivalent
- Montant total exigé avant le début de location : 1 287,81 \$ (taxes incluses)

2011 PRIX VALEURS RÉSIDUELLES¹

MEILLEURE MARQUE GRAND PUBLIC GAMME SUBARU 2011

Meilleur choix sécurité¹

INSURANCE INSTITUTE FOR HIGHWAY SAFETY

Forester 2011

À LA LOCATION 0\$ dépôt de sécurité

km alloués 24 000 km/année

km excédentaires 0,10 \$/km

De série sur la Forester 2.5X et la Impreza 2.5i 2011

- Système de traction intégrale symétrique à prise constante Subaru
- Moteur BOXER SUBARU
- Climatiseur avec système de filtration d'air
- Système de contrôle de la dynamique du véhicule
- Banquette arrière divisée 60/40, rabattable à plat

IMPREZA 2.5i 4 et 5 portes 2011 Groupe Tourisme

Location à partir de **299\$**

par mois/48 mois, taxes en sus

À LA LOCATION⁰ :

Modèle 4 portes

- Comptant exigé : 627,86 \$ (taxes en sus) ou échange équivalent
- Montant total exigé avant le début de location : 1 073,02 \$ (taxes incluses)

À LA LOCATION⁰ :

Modèle 5 portes

- Comptant exigé : 1 035,03 \$ (taxes en sus) ou échange équivalent
- Montant total exigé avant le début de location : 1 536,89 \$ (taxes incluses)

2011 PRIX VALEURS RÉSIDUELLES¹

MEILLEURE VOITURE COMPACTE IMPREZA 2011

Meilleur choix sécurité¹

INSURANCE INSTITUTE FOR HIGHWAY SAFETY

Impreza 2011

Subaru est le fabricant japonais ayant connu la croissance la plus rapide en 2010, au Canada, pour une troisième année consécutive.

Japonais et plus encore ! | www.quebec.concessionsubaru.ca

LACHUTE SUBARU BROWNSBURG

CONCEPT AUTOMOBILES GRANBY

JOHN SCOTTI SUBARU ANJOU

SUBARU AUTO CENTRE MONTRÉAL

SUBARU DE LAVAL ADM AUTOMOBILES

SUBARU BROSSARD BROSSARD

SUBARU SAINT-AGATHE SAINT-AGATHE-DES-MONTS

SUBARU SAINT-HYACINTHE SAINT-HYACINTHE

SUBARU REPENTIGNY REPENTIGNY

SUBARU DES SOURCES DOLLARD-DES-ORMEAUX

SUBARU RIVE-NORD BOISBRIAND

JOLIETTE SUBARU JOLIETTE

0 À la location, les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers sont inclus. Transport et préparation inclus. Immobilisation (prix verté selon le client) et assurances en sus. Pénalité Québec, droit sur les pneus neufs inclus. Le concessionnaire peut offrir un prix ou taux moindre. Offres applicables sur approbation de crédit des Services Financiers Subaru par TCOI. 1 Mention « Meilleur choix sécurité » pour tous les modèles 2011. Une cote « Bonne » constitue la meilleure cote possible à 31 mi/h (49,8 km/h) et de collision latérale à 40 mi/h (64 km/h), de collision frontale déportée à 40 mi/h (64 km/h) et de collision latérale à 31 mi/h (49,8 km/h) réalisées par l'Institut des assureurs américains (IIHS) (www.iihs.org). Un véhicule doit avoir obtenu la cote « Bonne » aux quatre essais de collision et doit offrir un programme de stabilité électronique (ESC) (Contrôle de la dynamique du véhicule) pour mériter la distinction « Meilleur choix sécurité ». 2 Prix valeurs résiduelles. 3 Prix valeurs résiduelles. 2011 ALG Canada pour le classement général, catégorie marque grand public. Pour plus d'information sur ces offres, voyez votre concessionnaire Subaru participant. (Photos à titre indicatif seulement. Offres valables jusqu'au 30 avril 2011.)

CONGRÈS NATIONAL DU PQ

PAULINE MAROIS S'IMPOSE

La chef péquiste renverse une mesure sur l'affichage unilingue proposée par l'aile radicale du parti

TOMMY CHOUINARD

Au lendemain d'un appui à son leadership sans précédent au Parti québécois, Pauline Marois a subi un autre test hier. Elle a dû utiliser toute son influence pour faire renverser une mesure sur l'interdiction de l'anglais dans l'affichage commercial.

C'était la commotion dans les hautes instances du parti après la victoire-surprise de l'aile radicale sur le parquet du congrès, en avant-midi. Une courte majorité des quelque 1500 délégués avaient voté pour une mesure controversée, voire explosive: l'affichage unilingue. Une douche froide pour la chef, elle qui venait d'être plébiscitée par 93,08% des délégués à l'issue d'un vote de confiance samedi.

Mais une volte-face spectaculaire est survenue en après-midi à la suite d'un branle-bas de l'état-major, qui a eu recours à une mesure exceptionnelle.

En assemblée plénière, une militante qui avait appuyé la proposition sur l'affichage unilingue a présenté une demande pour reprendre le débat et le vote. Les deux tiers des délégués ont accepté.

La loi 101 au cégep

Pauline Marois s'est alors adressée à ses militants, déterminée à prendre sa revanche sur l'aile radicale de son parti. «Je ne souhaite pas que l'on s'engage dans un nouveau débat juridique sur la langue d'affichage. Nous avons été déboutés jusqu'à l'ONU sur cette question», a affirmé la chef.

«Je comprends l'inquiétude et le désarroi à l'égard du recul de la langue française, en particulier à Montréal», a-t-elle ajouté. Mais le congrès a déjà adopté des «mesures structurantes majeures», comme appliquer la loi 101 au cégep. «Je vous demande de rejeter cette proposition» sur l'affichage unilingue français, a-t-elle conclu.



Pauline Marois a obtenu l'appui de 93,08% des délégués lors d'un vote de confiance, samedi, un sommet historique au Parti québécois.

PHOTO GRAHAM HUGHES, LA PRESSE CANADIENNE

Pierre Dubuc, rédacteur en chef de *L'Aut'Journal* et membre du SPQ Libre – qui n'est plus un club politique au sein du PQ –, est revenu défendre sa proposition. Un membre du Réseau de résistance

rale, elle avait été adoptée à l'unanimité lors d'un atelier sur la langue samedi. Pauline Marois s'attendait plutôt à ce qu'elle soit battue. Mais le député Pierre Curzi, responsable du dossier linguistique,

En plus de Pierre Curzi, un autre député, Yves-François Blanchet, était présent à l'atelier. Et il avait voté en faveur. Vingt-quatre heures plus tard, à l'assemblée plénière, il s'était présenté

mesure ne figurerait pas dans une plateforme électorale. Pas question de «s'ouvrir les veines là-dessus». «Personne n'a vraiment envie qu'on refasse une guerre linguistique sur ça. On ne veut pas rouvrir un débat sanglant», a lancé Pierre Curzi. Quelques heures plus tard, l'intervention de la chef permettrait d'envoyer la proposition à la poubelle.

«Je fais mon mea culpa», a dit M. Curzi à la fin du congrès, reconnaissant que la proposition émanait de sa propre région et qu'il aurait dû être plus vigilant. «Je n'étais pas là au vote. Je regrette. On n'aurait pas été obligé de faire cette procédure-là.»

Pierre Dubuc a accepté la défaite. «Ça s'est fait dans les règles», a-t-il affirmé. Dominique Beaulieu s'est dit «déçu que le Parti québécois revire sa chemise de bord».

En conférence de presse, Pauline Marois a minimisé la controverse. «C'est probablement parce que vous n'avez pas assisté aux autres congrès du Parti québécois pour penser qu'il y a eu un psychodrame dans celui-ci», a-t-elle répondu à un journaliste.

Elle a précisé que l'application de la loi 101 aux cégeps, dans les écoles de formation professionnelle et d'éducation aux adultes figurera dans la prochaine plateforme électorale. Peu de militants s'y sont opposés. «C'est un bazooka», avait tonné Mathieu Bélanger, professeur de cégep, lors d'un atelier samedi. Cette mesure risque selon lui de nuire au PQ lors des prochaines élections.

Pour Pauline Marois, ce congrès est «historique». Les troupes sont unies, et le programme adopté est «audacieux».

Raymond Archambault a été élu à la présidence du PQ. Il a battu l'ancien député de Mercier, Daniel Turp.

«Je ne souhaite pas que l'on s'engage dans un nouveau débat juridique sur la langue d'affichage. Nous avons été déboutés jusqu'à l'ONU sur cette question.» — Pauline Marois

du Québécois, Dominique Beaulieu, lui a prêté main-forte. Mais la zizanie soulevée par la décision de la matinée avait fait grand bruit dans les médias. Et au moment du vote, une forte majorité de délégués ont finalement rejeté la proposition, soucieux de mettre un terme à la controverse.

Cette proposition avait fait son chemin jusqu'à l'assemblée plénière dans une cascade d'événements rocambolesques. À la surprise gé-

était alors à l'extérieur de la salle pour commenter sa victoire sur la loi 101 au cégep survenue quelques minutes auparavant. Il n'avait pu exercer d'influence sur le vote.

Militant dans Beauharnois, l'ex-chef syndical Marc Laviolette, du SPQ Libre, disait à *La Presse* samedi que l'état-major du parti avait laissé passer la proposition en atelier pour ne pas froiser des militants au moment où se déroulait le vote de confiance.

au micro «contre», disant avoir changé d'avis après «réflexion».

Les députés ne veulent pas de «guerre linguistique»

Plusieurs députés étaient alors derrière lui, afin de signifier à l'assemblée la position du caucus. Mais une courte majorité avait malgré tout voté pour la proposition.

Les députés Pierre Curzi et Louise Beaudoin s'étaient empressés de convoquer les journalistes pour dire que la

À LIRE EN PAGE A 21, «L'UNITÉ DE FAÇADE», LA CHRONIQUE D'ALAIN DUBUC

Ensemble, marchons pour la vie
WWW.REIN.CA/QUEBEC

La Marche
de La Fondation du rein

LE DIMANCHE 15 MAI 2011

Une marche de 5 km pour appuyer les personnes atteintes d'une maladie rénale et promouvoir le don d'organes.

LES PRINCIPALES RÉOLUTIONS ADOPTÉES

> Promotion de la souveraineté

Les tenants d'une démarche plus claire vers la souveraineté au lendemain d'une élection du PQ ont remporté une victoire mitigée. Une partie de la proposition Crémazie – défendue par la députée Lisette Lapointe, épouse de Jacques Parizeau – a été adoptée. Un gouvernement péquiste utiliserait les fonds publics pour réaliser des études sur la souveraineté et en assurer la diffusion, position avec laquelle Pauline Marois se dit «tout à fait confortable». Plus contraignante, l'autre partie de la proposition, celle visant à créer une «commission de préparation à la réalisation de la souveraineté», ne s'est même pas rendue à l'assemblée plénière. Elle a été écartée dès samedi, en atelier.

> Droits de scolarité

En vertu du programme adopté, un gouvernement péquiste gèlerait les droits de scolarité à compter de 2012. Et ce, jusqu'à la tenue d'un sommet sur l'éducation et l'adoption d'une loi-cadre.

> Financement des écoles privées

L'un des plus gros débats a porté sur le financement public des écoles privées. La députée Monique Richard, ex-chef de la CEQ, a plaidé pour l'éliminer graduellement. Sa collègue Marie Malavoy s'est opposée, plaidant que le problème réside dans la sélection des élèves. Les délégués ont donné raison à M^{me} Malavoy.

> Financement des partis politiques

Un gouvernement péquiste réduirait à 100\$ le don maximum à un parti politique. Le financement des partis deviendrait essentiellement public. Le PQ avait d'abord proposé à ses militants un maximum de 500\$. Le député Bernard Drainville a défendu l'idée du 100\$, mesure nécessaire «pour casser le système des prête-noms et rétablir le lien de confiance avec la population». Rappelons que les libéraux ont fait passer de 3000\$ à 1000\$ le don maximum.

ÉLECTIONS

MAISONNEUVE EN DIRECT



AUJOURD'HUI À 12H15

Pierre Maisonneuve reçoit le chef du Bloc québécois Gilles Ducespe, qui répondra aux questions des auditeurs.

Réalisation: Lucie Benoit

Pour participer: 1 877 597-3700 au Québec
1 877 597-7022 extérieur

95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE

Radio-Canada.ca/elections

« Tout redevient possible »

Duceppe croit que l'unité des souverainistes derrière Marois est un pas vers l'indépendance

ANABELLE NICOU

Au lendemain du vote de confiance de Pauline Marois, Gilles Duceppe a salué la victoire de la chef du PQ et l'unité retrouvée des souverainistes. « Avec un Bloc fort à Ottawa, le PQ au pouvoir au Québec, tout redevient possible », a-t-il déclaré devant les militants réunis au congrès du PQ hier. La nouvelle a suscité des réactions contrastées du côté des chefs des partis fédéraux.

Gilles Duceppe a salué le travail de Pauline Marois, appuyée par 93,08 % des délégués péquistes. Avec le résultat très favorable à Pauline Marois, les troupes souverainistes sont en bon ordre pour reconquérir le pouvoir au Québec. « Elle est prête à être la première première ministre du Québec. Ça nous rapproche de la possibilité qu'on se donne un pays, et c'est ce qui compte pour moi », a-t-il dit.

« Un Bloc fort est l'une des conditions, l'autre c'est l'élection du Parti québécois. Après, je ne fais pas de stratégie ouverte, mais on a des conditions essentielles pour un référendum. »

— Gilles Duceppe

« Mon but c'est de faire du Québec un pays », a-t-il dit. Reste donc au Bloc à briger un maximum de sièges lors du scrutin du 2 mai prochain. « Un Bloc fort est l'une des conditions, l'autre c'est l'élection du Parti québécois. Après, je ne fais pas de stratégie ouverte, mais on a des conditions essentielles pour un référendum », juge Gilles Duceppe.

Le Bloc veut « affaiblir » le Canada, dit Harper

Le week-end souverainiste du Parti québécois et du Bloc a été accueilli avec tiédeur du côté des partis fédéraux. Stephen Harper accuse Gilles Duceppe de souhaiter un gouvernement minoritaire à Ottawa pour « affaiblir » le Canada.

« Moi, je ne pense pas que c'est dans l'intérêt des Québécois, a dit le chef conservateur. Je pense que c'est dans leur intérêt, comme dans l'intérêt de tous les Canadiens, d'avoir un gouvernement fédéral fort, stable, majoritaire, un gouvernement conservateur avec la pleine participation des Québécois au sein de notre gouvernement. »

Le chef conservateur, qui n'hésite pas à remettre en question la présence du Bloc québécois à Ottawa dans ses discours partisans, a jugé que « la grande majorité » des Québécois et des Canadiens « reconnaissent la nature de ce pays ».

Michael Ignatieff refuse quant à lui de dramatiser la situation. « Je suis tout à fait serein devant les choix éventuels, possibles, des électeurs québécois. On a travaillé avec des gouvernements dans le passé qui avaient des convictions souverainistes. On a maintenu l'unité nationale du pays, en toute sérénité, dans un débat démocratique franc et clair », a affirmé le chef du Parti libéral du Canada.

Jack Layton se montre serein. « J'espère que les Québécois et Québécoises vont se trouver dans un pays qui leur donne le respect », a-t-il commenté hier.

— Avec Malorie Beauchemin, Paul Journet et Hugo De Grandpré



PHOTO GRAHAM HUGHES, LA PRESSE CANADIENNE
Gilles Duceppe s'est réjoui, hier, de l'appui des péquistes à Pauline Marois et a estimé qu'elle est prête à devenir la première première ministre du Québec.

PÉNÉLOPE
McQUADE  LUNDI AU JEUDI 21 H

Parmi les invités cette semaine : Roch Voisine, Ricardo Larrivée, Richard Desjardins, Richard Séguin, Anne-Marie Cadieux et Robert Charlebois.

RÉALISATEUR-COORDONNATEUR : JOCELYN BARNABÉ

VENTE DE PIANOS
40^{ème} Anniversaire

RABAIS
JUSQU'À 1500\$*

RISTOURNE DES MANUFACTURIERS

Centre Musical
ITALMELODIE INC.
Montréal: 250 Jean Talon Est (514) 273-3224
Laval: 3354 St-Martin Ouest (450) 681-4131
www.italmelodie.com

CONGRÈS NATIONAL DU PQ

Le congrès des crêpes



DENIS LESSARD
ANALYSE

Lucien Bouchard avait fait vivre le « congrès du miroir » aux militants péquistes en 1996. Le nouveau chef péquiste avait soutenu qu'il ne pourrait se regarder dans une glace si son parti interdisait l'utilisation de l'anglais dans l'affichage public.

L'exercice de la fin de semaine passera plutôt dans les annales comme le congrès des crêpes. Après avoir opté pour l'unilinguisme dans l'affichage, les 1700 délégués péquistes ont voté le contraire quatre heures plus tard, retournés comme des crêpes par l'intervention de leur chef Pauline Marois.

Le congrès s'annonçait pourtant sans bavure, surtout après que la chef péquiste eut obtenu un appui record de ses militants la veille (93 %, un point de plus que Jacques Parizeau à son premier congrès comme chef il y a 20 ans). Un score impressionnant, très près des 95 % qu'un peu bêtement, les libéraux lui avaient lancé comme objectif.

C'était sans compter sur les « vieux démons » du PQ et une poignée de souverainistes plus pressés, dont plusieurs membres du SPQ libre qui ont pris le maquis et intégré les associations de circonscriptions.

Rarement dociles, ils ont consenti un appui sans équi-

voque à M^{me} Marois. Mais ils avaient pris une douce revanche hier en ramenant dans le programme le principe que l'affichage commercial devait être en français uniquement.

Un peu anesthésiée par le résultat du vote de samedi, la garde rapprochée de la chef a échappé le ballon. Aux réseaux d'information continue, hier après-midi, les bulletins sur le retour du débat sur la langue d'affichage tournaient en boucle.

Après avoir opté pour l'unilinguisme dans l'affichage, les 1700 délégués péquistes ont voté le contraire quatre heures plus tard, retournés comme des crêpes par l'intervention de leur chef Pauline Marois.

M^{me} Marois a mis tout son poids pour renverser la vapeur. « Je comprends votre inquiétude et votre désarroi devant le recul de la langue française à Montréal (...) mais je ne souhaite pas qu'on s'engage dans un nouveau débat sur l'affichage », a-t-elle dit. En point de presse, elle s'engagea formellement à intégrer à son programme électoral l'application de la loi 101 au collégial. Elle utilisera aussi la clause dérogatoire pour en finir avec les écoles passerelles. Mais elle reconnaît désormais ce principe

de la « nette prédominance » du français, apparu avec la loi 86 qu'avait si sévèrement critiquée le PQ en 1993.

« Le PQ a retourné la chemise qu'il avait déchirée quand Robert Bourassa avait permis le bilinguisme dans l'affichage », dira sans appel Dominique Beaulieu, le délégué de Saint-Hyacinthe qui avait parti le bal en Montérégie.

Radar

Une résolution sur la langue d'affichage qui passe sous le radar de la permanence dans un congrès national, il y a de quoi se surprendre. La proposition avait été adoptée à l'unanimité la veille en atelier par plus de 100 délégués, dont deux députés, Maka Kotto et Yves-François Blanchet. On ne voulait pas froisser les militants pendant le vote (Bernard Landry avait payé cher son opposition à la loi 101 au collégial durant le vote de 2005).

M^{me} Marois a été forcée de puiser bien rapidement dans son capital, obligée de gaspiller une cartouche avec un appel sans gloire au congrès pour remettre le dentifrice dans le tube.

Jacques Parizeau avait choisi de laisser cette position sur l'unilinguisme au programme tout en l'oubliant au moment de rédiger son programme électoral. Lucien Bouchard avait décidé de jouer du muscle, mais était intervenu avant le vote. André Boclair avait opté pour une mise en garde aux délégués – il ne se sentait pas lié par une résolution sur l'étatisation de l'énergie éolienne.



PHOTO GRAHAM HUGHES, LA PRESSE CANADIENNE
La chef du Parti québécois Pauline Marois est félicitée par son mari Claude Blanchet après avoir obtenu l'appui de 93 % des délégués du parti, samedi.

Pauline Marois devait crever l'abcès rapidement. Déjà son adversaire Jean Charest martèle quotidiennement que, sous sa gouverne, le PQ s'est « radicalisé ». Il aurait jusqu'à plus soif prévenu que la prohibition de l'anglais « était écrite dans le programme ». Ce débat de l'affichage aurait été une épine au pied de M^{me} Marois jusqu'aux élections. « On ne veut pas s'ouvrir les veines là-dessus », tranchait hier Pierre Curzi.

La force de son vote de confiance lui permet d'espérer un parcours sans trop d'obstacles désormais. Bien sûr des précédents existent où, en apparence plébiscités, des chefs de l'opposition ont été tout de même passés par-dessus bord. Pierre Marc et Daniel avaient tous deux eu l'appui de 80 % de leurs délégués, mais avaient dû quitter quelques mois plus tard.

À deux ans des prochaines élections, le PQ ne peut se payer le luxe d'une nouvelle course au leadership disent bien des militants. Bernard Drainville

semble piaffer d'impatience, il sent le vent, mais n'est pas prêt à contester M^{me} Marois – il a voté avec Lisette Lapointe, sur la proposition de Crémazie qui voulait qu'un gouvernement péquiste utilise les fonds publics pour la souveraineté. L'autre volet, pour une commission de « préparation de la souveraineté », a été battu aux voix.

Visite de Duceppe

Gilles Duceppe a limité son discours aux 15 minutes prévues (en 2005, il avait fait sauter les plombs à Bernard Landry en haranguant les délégués pendant 45 minutes).

Reste à voir les conséquences pour le PQ d'événements sur lesquels M^{me} Marois n'a aucun contrôle. L'apparition d'un nouveau parti réunissant François Legault et l'Action démocratique risque de secouer passablement la barque de la chef péquiste. De même, un changement de chef à la barre du Parti libéral soulèverait bien des inquiétudes du côté des militants péquistes.

ÉTUDE INTERNATIONALE

La côte de l'Arctique canadien s'érode rapidement

BOB WEBER
LA PRESSE CANADIENNE

MONTRÉAL — Année après année, mètre après mètre, l'Arctique canadien disparaît.

Les auteurs d'une nouvelle étude internationale sont arrivés à la conclusion que le trait de côte de l'Arctique canadien reculait en moyenne plus rapidement qu'ailleurs dans les autres régions circumpolaires.

Bien qu'ils ne soient pas encore en mesure de le prouver, des scientifiques pensent que ce recul graduel observé le long des milliers de kilomètres du trait de côte nordique s'accélère. Et cette érosion aurait déjà d'importantes répercussions pour les personnes vivant dans le Nord, dont la plupart sont établies le long de la côte.

« Tous les aspects de la vie dans le Nord seront touchés, de l'ingénierie jusqu'à l'interaction des Inuits avec leur environnement », a soutenu Wayne Pollard, un géomorphologue de l'Université McGill de Montréal qui a participé à l'étude, dont les résultats ont été publiés hier.

Une première

Cette étude, effectuée par un regroupement de plusieurs groupes de recherche internationaux, est la première à pouvoir confronter différents niveaux d'érosion, tout en prenant en considération les répercussions pour les habitants du Nord.

La majeure partie de la côte nord du Canada est composée

d'une substance visqueuse gelée, plus précisément d'un mélange de blocaille et de boue cimentée grâce au gel permanent. Cette région a toujours été exposée à de l'érosion causée par le vent et les vagues.

L'étude avance que le trait de côte de la mer de Beaufort, dans l'Arctique de l'Ouest, recule plus rapidement que toute autre ligne de côte nordique.

En moyenne, les vagues provoquent une érosion d'un

En moyenne, les vagues provoquent une érosion d'un mètre par année. Par endroits, le recul atteint même huit mètres.

mètre par année. Par endroits, le recul atteint même huit mètres par année.

Les scientifiques ne mesurent pas ce phénomène depuis suffisamment longtemps pour pouvoir parvenir à des conclusions irréfutables suivant des tendances historiques.

Cependant, l'étude mentionne que la glace marine est essentielle pour protéger la côte. Et la glace de mer subit elle-même un recul à cause du changement climatique.

Selon Volker Rachold, de l'institut Alfred Wegener, en Allemagne, le phénomène est simple à comprendre.

« Il y a un trait de côte non consolidé et gelé qui est stabilisé par le gel permanent. S'il

y a une couverture des glaces de mer qui atteint la ligne de côte, rien ne peut arriver: il n'y a aucun contact direct. »

« Si les saisons des eaux libres sont plus longues, et que la distance entre la côte et la glace marine s'agrandit, les vagues sont plus nombreuses, et cela provoque davantage d'érosion », a-t-il poursuivi.

De plus, au fur et à mesure que le climat du Nord se réchauffe, le pergélisol perd en stabilité.

Tous ces éléments poussent M. Rachold à penser que le taux d'érosion le long de la côte augmente.

Incidences sur les Inuits

Quant à lui, M. Pollard, qui travaille de près avec des Inuvialuits, nom que portent les Inuits habitant la partie ouest de l'Arctique, affirme que ce phénomène a déjà des incidences sur des pratiques traditionnelles dans la région, comme la chasse aux phoques, aux ours polaires et aux bélugas.

Des habitants vivant en harmonie avec leur environnement au point d'être capables de naviguer dans le brouillard en se guidant avec le courant ne peuvent désormais plus se fier à leurs connaissances ancestrales.

« Il y a des bancs de poissons là où il n'y en avait pas auparavant, a expliqué le géomorphologue. Il y a des tempêtes provenant de diverses directions. Cela commence vraiment à semer la confusion dans les connaissances ancestrales. »

Résultats des tirages du : 2011-04-17

banco 05 19 22 24 35
39 40 46 47 50
51 53 55 57 58
60 62 67 68 70

Quintissime 270
3513

Triples 02 07
09 14 17

Astro Jour - Mois - Année - Signe
19 MARS 51 POISSONS

Extra 5490515

Résultats des tirages du : 2011-04-16

649 05 07 11 28
12 33 39 compl.

Quebec 19 20 26 18
28 30 37 compl.

Prochain gros lot (approx.): 10 000 000 \$

Structure de lots complète sur lotoquebec.com

banco 01 07 08 09 16
18 19 21 22 27
32 36 38 41 43
46 53 54 55 57

Quintissime 766
2407

Triples 15 18
20 37 38

Astro Jour - Mois - Année - Signe
16 NOVEMBRE 06 BALANCE

Extra 5562966

Résultats des tirages du : 2011-04-15

Lotto MAX 03 12 14 15 25 32 49 COMPL. (37)

Extra 7823007

Prochain gros lot (approx.): 32 000 000 \$

AXMILLIONS 40 lots de 1 million \$

SÉLECTIONS NON DÉCOMPOSABLES

07 10 11 21 33 37 43	03 15 24 31 34 42 47
07 08 16 31 34 38 48 *	01 02 06 29 32 37 39 *
02 17 27 34 42 45 47	18 24 28 31 32 44 45
05 12 13 24 33 46 48	08 09 10 11 28 35 45
09 10 15 21 22 34 38	01 07 16 25 30 33 40
01 05 11 21 22 32 36	05 06 20 22 26 30 37
14 22 23 27 36 37 44	10 19 20 21 23 27 48
01 08 14 15 22 28 43	05 10 21 27 34 40 47 *
06 13 18 22 25 27 31	03 07 16 19 23 37 45
01 08 13 16 21 29 30	01 24 28 34 45 47 49
02 18 24 26 41 47 49	17 19 26 28 32 41 43
06 16 18 21 22 29 46	03 06 15 27 45 47 48
10 14 30 31 34 42 47	09 12 26 35 36 37 48
03 09 12 18 36 39 41	07 14 18 29 39 42 48
12 13 28 37 39 46 47	03 23 29 31 33 36 38
09 12 13 24 35 41 46	05 15 25 33 40 44 49
04 09 20 24 26 33 46	10 22 25 27 31 43 45 *
01 04 16 31 43 48 49	10 16 23 26 27 36 41
04 10 19 21 23 25 46	09 10 17 18 23 28 31
01 04 15 25 38 41 47	04 07 14 16 17 31 42

* Il y a plus d'un gagnant pour cette sélection, donc ce lot sera partagé.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Service sans escale vers Kitchener/Waterloo à partir de 119 \$ l'aller simple!



Gagnez jusqu'à 4 heures sur un aller-retour!

À compter du 1er mai 2011, effectuez un vol sans escale depuis l'aéroport Montréal-Trudeau vers l'aéroport international de la région de Waterloo. Gagnez jusqu'à 4 heures sur un aller-retour par rapport à un vol vers Toronto et conduire jusqu'à la région de Waterloo. Cinq vols chaque jour ouvrable, notamment trois vols sans escale et deux vols via Ottawa.

Les prix de lancement commencent à 119 \$ l'aller, plus les taxes et le supplément. Gagnez du temps, économisez de l'argent et collectez des milles Aéroplan vers la région de Waterloo, notamment Kitchener, Waterloo, Cambridge et Guelph.

GAGNEZ DU TEMPS!

Au départ de Montréal

Du lundi au vendredi via Ottawa	Départ 6 h 45
Du lundi au samedi sans escale	Départ 8 h 45
Du lundi au vendredi sans escale	Départ 14 h 30
Du dimanche au vendredi via Ottawa	Départ 16 h 45
Du dimanche au vendredi sans escale	Départ 18 h 45

Au départ de Waterloo

Du lundi au vendredi sans escale	Départ 6 h 45
Du lundi au samedi sans escale	Départ 10 h 15
Du lundi au vendredi via Ottawa	Départ 14 h 15
Du dimanche au vendredi sans escale	Départ 16 h 45
Du dimanche au vendredi via Ottawa	Départ 19 h 10

Bearskin Airlines
Let the Bear take you there!



AÉROPORTS DE
MONTRÉAL



Appelez le 1-800-465-2327
www.bearskinairlines.com

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2011

SONDAGE ANGUS REID - LAPRESSE-TORONTO STAR — Si une élection fédérale avait lieu demain, lequel des partis suivants soutiendriez-vous le plus vraisemblablement dans votre circonscription? (électeurs décidés)

Électeurs décidés	15-16 AVRIL 2011							5 AVRIL 2011	
	National	CB	AB	SK/MB	ON	QC	ATL	National	QC
Le Parti conservateur	36%	46%	60%	51%	38%	17%	22%	38%	19%
Le Parti libéral	25%	16%	13%	19%	31%	19%	38%	27%	18%
Le Nouveau Parti démocratique	25%	28%	22%	27%	24%	26%	32%	21%	24%
Le Bloc québécois	9%	-	-	-	-	36%	-	8%	34%
Le Parti vert	5%	9%	4%	3%	7%	2%	7%	6%	4%
Un autre parti	0%	0%	1%	0%	0%	0%	1%	1%	0%

Les 15 et 16 avril 2011. Opinion publique Angus Reid a mené un sondage en ligne auprès d'un échantillon représentatif de 2032 Canadiens (dont 223 en Colombie-Britannique, 188 en Alberta, 131 en Saskatchewan/Manitoba, 731 en Ontario, 587 au Québec, et 172 au Canada Atlantique). Les répondants ont été choisis au hasard parmi le Forum Angus Reid. La marge d'erreur — qui mesure la variation de l'échantillonnage — est de +/- 2,2 points de pourcentage pour le Canada. Les résultats ont été statistiquement pondérés conformément aux plus récentes données de recensement sur la scolarité, l'âge, le sexe, la langue et la région, de façon à assurer un échantillon représentatif de la population adulte du Canada. Les différences dans ou entre les totaux sont attribuables aux arrondissements. Les marges d'erreur sont plus grandes pour les sous-échantillons régionaux et démographiques.

SONDAGE ANGUS REID-LA PRESSE-TORONTO STAR

Le NPD sur une lancée



JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — À deux semaines des élections fédérales, le NPD continue de gagner du terrain dans les intentions de vote au point où il occupe maintenant le deuxième rang, à égalité avec le Parti libéral, dans les appuis à l'échelle du pays.

Le Parti conservateur, pour sa part, voit ses chances de former un gouvernement majoritaire à l'issue du scrutin du 2 mai s'amenuiser.

Un sondage réalisé par la firme Angus Reid pour le compte de *La Presse* démontre que les conservateurs de Stephen Harper demeurent en tête dans les intentions de vote avec 36 %, une chute de 2 points de

performance de Jack Layton durant les deux débats des chefs la semaine dernière.

« Il y a un effet post-débats pour le NPD. On voit maintenant qu'ils sont au coude à coude avec le Parti libéral dans les intentions de vote. Cela change beaucoup la dynamique. Le même phénomène s'était produit à la suite des débats aux élections de 2008. Le NPD avait réussi à tirer profit des débats et il était à égalité avec le Parti libéral. C'est donc un peu du déjà-vu », a affirmé M. Mukerji.

Toutefois, comme en 2008, les appuis au NPD sont fragiles en ce qu'une proportion importante d'électeurs qui disent vouloir l'appuyer (41 %) pourraient encore changer d'idée avant le 2 mai.

« Historiquement, le NPD a toujours eu un peu de difficulté à s'assurer que les appuis qu'il obtient en campagne se transforment en votes le jour des

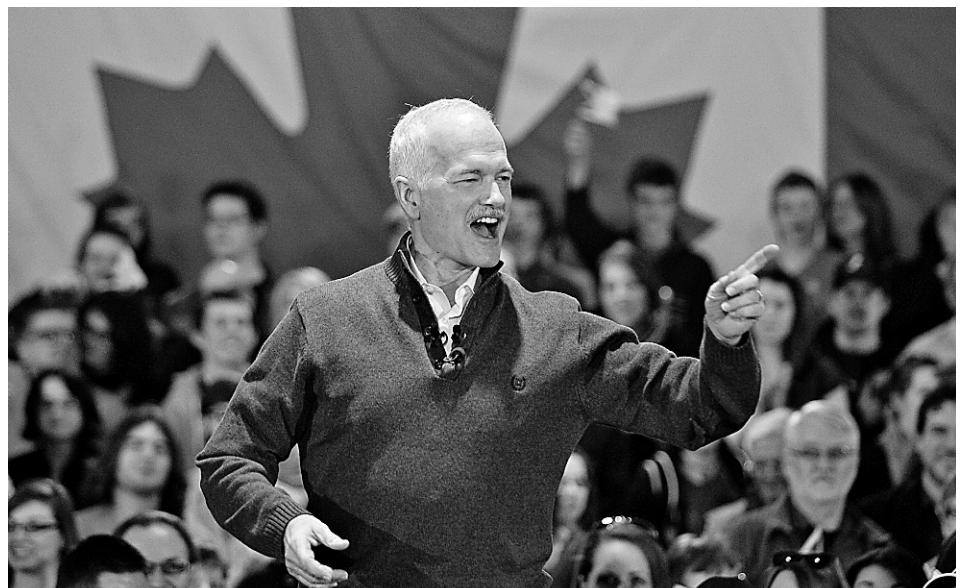


PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

Au Québec, 38 % des répondants au sondage estiment que Jack Layton ferait le meilleur premier ministre. Ses adversaires Stephen Harper et Michael Ignatieff récoltent respectivement 14 % et 13 %.

« Il y a un effet post-débats pour le NPD. On voit maintenant qu'ils sont au coude à coude avec le Parti libéral dans les intentions de vote. Cela change beaucoup la dynamique. »

— Jaideep Mukerji, vice-président de la firme Angus Reid

pourcentage par rapport au coup de sonde mené il y a une dizaine de jours.

En général, un parti doit obtenir environ 40 % des suffrages ou plus pour espérer remporter une majorité des 308 sièges à la Chambre des communes.

Mais le fait saillant de ce sondage est encore une fois la montée du NPD. Les troupes de Jack Layton recueillent en effet 25 % des intentions de vote au pays, le même pourcentage d'appuis qu'obtiennent les libéraux de Michael Ignatieff.

Au Québec, le Bloc québécois a vu ses appuis augmenter de 2 points de pourcentage pour s'établir à 36 %. Mais le NPD a aussi vu ses appuis bondir de 2 points par rapport au dernier sondage et il récolte maintenant 26 %. Le Parti libéral arrive troisième avec 19 % et le Parti conservateur doit se contenter du quatrième rang avec 17 %.

Effet post-débats

Selon Jaideep Mukerji, vice-président de la firme Angus Reid, la montée du NPD s'explique par la bonne

élections. (...) Mais on peut dire que le NPD a un certain élan en ce moment », a dit M. Mukerji.

Le meilleur premier ministre

Autre donnée intéressante, Jack Layton talonne maintenant Stephen Harper quand on demande aux Canadiens quel chef ferait le meilleur premier ministre du Canada. En effet, 27 % des répondants choisissent Jack Layton alors que 28 % optent pour Stephen Harper. Michael Ignatieff est le choix de seulement 13 % des répondants.

Au Québec, le chef néo-démocrate fait encore mieux: 38 % des Québécois affirment qu'il est le meilleur pour diriger le pays contre 14 % pour Stephen Harper et 13 % pour Michael Ignatieff.

Ce sondage a été réalisé en ligne auprès de 2032 Canadiens les 15 et 16 avril et comporte une marge d'erreur de plus ou moins 2,2 points de pourcentage, 19 fois sur 20. Au Québec, 587 personnes ont répondu, ce qui donne une marge d'erreur de plus ou moins 4 points de pourcentage.

Consultation générale



ASSEMBLÉE NATIONALE QUÉBEC

Place aux citoyens

Sur le document de consultation intitulé *La planification de l'immigration au Québec pour la période 2012-2015*

La Commission des relations avec les citoyens tiendra des auditions publiques sur ce sujet.

COMMENT PARTICIPER

- Organismes : mémoire écrit
- Citoyens : mémoire écrit ou intervention sans mémoire
- Tous : questionnaire en ligne (sans audition)

Il est également possible de commenter ce document en ligne. Pour plus de détails, consultez le site Internet de l'Assemblée ou communiquez avec la secrétaire de la Commission.

QUAND Les auditions débuteront le 31 mai 2011.

OÙ À l'hôtel du Parlement, à Québec.

DATE LIMITE Les mémoires et les demandes d'intervention doivent être reçus au plus tard le **18 mai 2011**. La Commission choisira ensuite les citoyens et les organismes qu'elle entendra.

La consultation en ligne prendra fin le **31 mai 2011**.

assnat.qc.ca

M^{me} Nancy Ford,
Secrétaire de la Commission
1035, rue des Parlementaires,
Québec QC G1A 1A3
Téléphone : 418 643-2722
Télécopieur : 418 643-0248

Courriel : crc@assnat.qc.ca
Numéro sans frais :
1 866 DÉPUTÉS (337-8837)

Exprimez votre opinion !
COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS



ÉLECTIONS

MICHEL DÉSAUTELS

AUJOURD'HUI DÈS 17 H 15

En direct d'Halifax

Quels sont les grands enjeux des provinces de l'Atlantique?

Réal.-coord.: Sébastien Perron

95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE

Radio-Canada.ca/elections

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2011 🍁🍁🍁



PHOTO JONATHAN HAYWARD, LA PRESSE CANADIENNE

Michael Ignatieff s'est engagé à tenir une rencontre des premiers ministres des provinces dans les 60 premiers jours de son mandat pour discuter du renouvellement des accords de transfert en santé qui prendront fin d'ici à 2014.

Les libéraux haussent le ton sur la santé

Paul Martin arrive en renfort, soutenant que les chiffres des conservateurs ne tiennent pas la route



HUGO DE GRANDPRÉ

VANCOUVER — Les libéraux ont sorti la carotte et le bâton dans le dossier des soins de santé au cours de la fin de semaine, haussant le ton face aux conservateurs et tendant la main aux provinces.

Accompagné de l'ancien premier ministre Paul Martin, qui est venu lui prêter main-forte pendant deux jours dans l'Ouest canadien, le chef libéral Michael Ignatieff a promis d'organiser une rencontre des premiers ministres des provinces et du Canada dans les 60 premiers jours de son mandat, s'il prend le pouvoir.

Les accords de 2004 qui prévoyaient le transfert de milliards de dollars pour la santé arriveront à échéance d'ici 2014. À l'aube de cette date butoir, il est crucial de reprendre la conversation interrompue par Stephen Harper depuis cinq ans, ont insisté MM. Martin et Ignatieff.

«Les accords n'étaient pas seulement un gros tas d'argent avec une augmentation annuelle de 6%, a fait valoir le chef libéral actuel. C'était un processus de consultation, de discussion

et de réforme, sur des choses comme la couverture des médicaments sur ordonnance. Et qu'est-ce qui est arrivé? Harper est arrivé au gouvernement et il n'a assumé aucun leadership en matière de santé pendant cinq ans. Rien.»

En plus de maintenir son niveau de financement actuel, le PLC compte élargir le système pour y inclure des composantes comme les soins à domicile et cette couverture des médicaments sur ordonnance.

Harper a promis de couper cette somme dans les dépenses gouvernementales pour équilibrer son budget en 2014. Reprenant le message d'une publicité lancée il y a quelques jours, l'ancien premier ministre Paul Martin a affirmé que les chiffres de son successeur ne tenaient pas la route.

«Ils ne peuvent trouver cet argent sans faire de coupes majeures, a affirmé le ministre des Finances qui a éliminé le déficit budgétaire durant les

«Harper est arrivé au gouvernement et il n'a assumé aucun leadership en matière de santé pendant cinq ans. Rien.» — Michael Ignatieff

Les libéraux se sont servis de cet enjeu prioritaire pour bon nombre d'électeurs pour dépeindre leurs adversaires conservateurs comme étant incapables de gérer les finances du pays et comme cachant la vérité sur leurs réelles intentions.

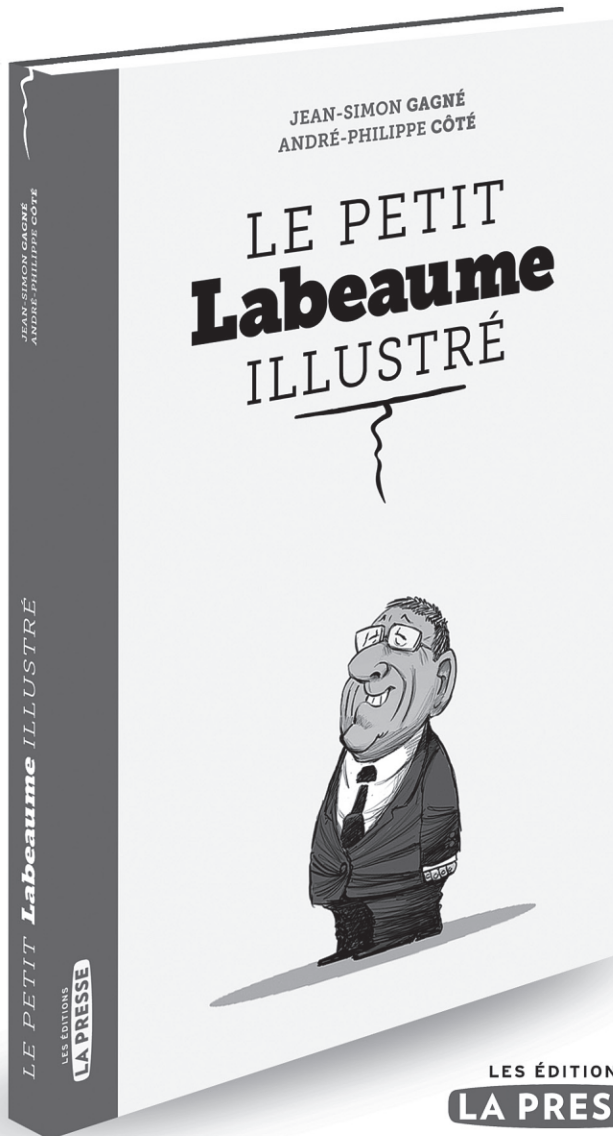
«Trou de 11 milliards»

Ils ont lancé l'une de leurs attaques les plus hargneuses depuis le début de la campagne sur le «trou de 11 milliards» de la plateforme électorale du Parti conservateur. Stephen

années 90. L'un des secteurs qui est clairement en danger et qui va souffrir, c'est le budget en matière de santé.»

Or, depuis le début de la campagne, Stephen Harper a maintenu que son gouvernement maintiendrait les transferts et le système de santé universel canadien. Dans une note envoyée à ses partisans, samedi, la directrice de la campagne conservatrice, Jenni Byrne, a accusé les libéraux d'être en déroute et de se lancer dans une campagne de désinformation pour tenter de sauver les meubles.

LABEAUME
NE S'EST
PAS BÂTI
EN UN JOUR!



LES ÉDITIONS
LA PRESSE
En vente en librairie ou
sur librairie.cyberpresse.ca

Jusqu'à
demain!

C'EST LE PRINTEMPS.
ÇA SENT LES ÉCONOMIES.

Voyagez à la grandeur du pays au plus tard le 5 septembre 2011 et obtenez **50 % de rabais** sur le tarif régulier adulte en classes **Économie, Voiture-lits et Voiture-lits Loisirs**.
Mais faites vite, cette offre se termine demain!

Achetez à viarail.ca



Certaines conditions et exceptions s'appliquent. Les billets doivent être achetés au moins trois (3) jours avant votre départ et au plus tard le 19 avril 2011. Le nombre de places est limité. Le rabais de 50 % ne s'applique pas aux tarifs de la classe Affaires.

MC Marque de commerce propriété de VIA Rail Canada inc.

UN
CHOIX
VERT

LA FAÇON HUMAINE DE VOYAGER VIA Rail Canada



UN GROUPE UNE FORCE WWW.GABRIEL.CA



IS²⁵⁰
2011

PDSF À partir de 34 965\$*

Le prix inclut le transport et la préparation (1950\$), la taxe sur le climatiseur (100\$) et la taxe sur les pneus (15\$).



ES³⁵⁰
2011

PDSF À partir de 42 150\$*

Le prix inclut le transport et la préparation (1950\$), la taxe sur le climatiseur (100\$) et la taxe sur les pneus (15\$).



3303, Côte-de-Liesse
Saint-Laurent
514 747.7777



5770, boul. Taschereau
Brossard
450 923.7777

*Transport et préparation inclus. Taxes en sus. Financement disponible, sujet à l'approbation du crédit. Voir Lexus Gabriel et Lexus Prestige pour les détails.



À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION

©2011 Automobiles Porsche Canada, Ltée. Photo à titre indicatif seulement. Porsche recommande le port de la ceinture de sécurité et le respect de toutes les règles de la circulation en tout temps.



Nous sommes ouvert vendredi 22 avril, de 10h à 18h.

Faites la bonne affaire sur les «presque neuves» avec un financement de 3,9% en plus.

Porsche Prestige, on se déplace pour vous.

Porsche Prestige

(514) 356-7777
3535, Côte de Liesse
Saint-Laurent, QC H4N 2N5
www.porschestprestige.com 1-866-499-8911



PORSCHE

Sélection de véhicules démonstrateur

STOCK	MODÈLE	COULEUR	OPTIONS		PDSF	PRIX ÉVÈNEMENT
9P119	Cayenne S 2009	Argent crystal métallisé	Mags de Cayenne Turbo 18 po, navigation, parking sensors	26 000 km	93 244,00 \$	57 995,00 \$
10043	911 Carrera S 2010	Macadamia métallisé	PDK transmission, navi, chrono sport, avec contrôle de traction	1 500 km	136 105,00 \$	116 495,00 \$
10044	911 Carrera S 2010	Argent arctique métallisé	Chrono sport, navi, échappement sport	488 km	131 485,00 \$	111 995,00 \$
11023	911 C4S cab 2011	Argent GT métallisé	Chrono sport, mags turbo, échappement sport	870 km	171 695,00 \$	150 995,00 \$
11056	911 Carrera S Cab 2011	Argent platine métallisé	Sièges sport, navi et échappement sport	475 km	155 520,00 \$	138 995,00 \$
Démo	Cayman S 2011	Blanc Carrara	PDK transmission, navi, chrono sport, mags noirs	495 km	103 509,00 \$	87 765,00 \$

Taxes en sus. Financement à partir de 3,9% disponible pour un temps limité et sujet à l'approbation du crédit. Certaines conditions s'appliquent. quantité limitée. Photo à titre indicatif seulement. Détails complets chez Porsche Prestige.

TOYOTA GABRIEL TOYOTA PRÉSIDENT



STAR
SYSTÈME DE SÉCURITÉ™

COROLLA CE 2011 MANUELLE

183 \$* PAR MOIS
LOCATION 60 MOIS
0 \$ D'ACOMPTE

Transport et préparation inclus (droits, TPS et TVQ en sus)

0% DE FINANCEMENT À
L'ACHAT JUSQU'À
36 MOIS*



Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada inc. conditionnels à l'approbation du crédit par Toyota Services Financiers. L'immatriculation, les assurances, les taxes et les droits sont en sus. Offres d'une durée limitée et peuvent être modifiées sans préavis. *Offres applicables aux modèles Corolla CE 2011 manuelle (BU42EMAA) de base neuve en stock. Les mensualités tiennent compte des remises de 2 000 \$. Franchise annuelle de 24 000 km. Frais de 0,07 \$ du kilomètre excédentaire. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 183,31 \$. Le prix suggéré du fabricant est de 16 840 \$ montant qui inclut des frais de transport et de préparation de 1 390 \$ et la taxe sur le climatiseur de 0 \$. Le prix suggéré du fabricant du modèle illustré Corolla XRS 2011 (BE40EMAA) est de 24 725 \$, montant qui inclut des frais de transport et de préparation de 1 390 \$ et la taxe sur le climatiseur de 100 \$. † Offre de financement à l'achat de 0% allant jusqu'à 36 mois sur les modèles Corolla 2011, Matrix 2011, RAV4 2011 et Venza 2011 neufs en stock. À titre d'exemple, un montant de 20 000 \$ financé sur 36 mois à 0% donne des mensualités de 555,56 \$ pour des frais de crédit de 0 \$ et une obligation totale de 20 000 \$. ** La remise aux diplômés (jusqu'à 1 000 \$) peut différer selon le modèle. Détails chez Toyota Gabriel. MD Marque déposée de l'Association des concessionnaires Toyota du Québec. MCM Marque de commerce de Toyota Canada.



TOYOTA
faire toujours mieux



3333, Côte-de-Liesse, St-Laurent
(entre boul. Décarie et boul. Acadie)
www.toyotagabriel.com

(514) 748-7777



1920, Sainte-Catherine Ouest
(Centre-Ville coin St-Marc) Montréal
www.toyotapresident.com

(514) 937-7777

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2011

Harper désavoue un de ses candidats

Sur Facebook, Wally Daudrich a qualifié Barack Obama de pire président des États-Unis

MALORIE BEAUCHEMIN

YELLOWKNIFE — Vantant sans cesse la relation importante et privilégiée du Canada avec les États-Unis, Stephen Harper a dû désavouer, hier, les propos d'un de ses candidats, qui a qualifié Barack Obama de menteur, et estimé qu'il est le pire président américain de l'histoire.

Wally Daudrich, candidat conservateur dans la circonscription de Churchill, au nord du Manitoba, a écrit sur sa page Facebook qu'il considérait que M. Obama avait rejoint Jimmy Carter au rang de pire président de l'histoire des États-Unis et qu'il avait dépassé Richard Nixon en tant que pire menteur à occuper le bureau Oval.

Interrogé à ce sujet, le chef du Parti conservateur a été contraint

de défendre sa relation avec le voisin et principal partenaire économique du Canada.

« Notre gouvernement a une très bonne relation de travail avec l'administration Obama, a-t-il souligné. Nous poursuivons plusieurs initiatives très importantes: la coopération sur la réglementation, la frontière et le périmètre de sécurité, le dialogue sur l'énergie verte, les changements climatiques. »

« Le président Obama est un bon ami du Canada et j'attends avec impatience la continuation de cette relation », a ajouté le chef conservateur.

Le commentaire de M. Daudrich, qui a disparu de sa page Facebook depuis, se voulait une critique envers la réforme du système de santé du président Obama

parce que, selon le candidat conservateur, elle cautionne l'avortement.

« Je ne me mêle pas de la politique des autres pays, a rétorqué M. Harper. Les Américains prennent leurs

« Le président Obama est un bon ami du Canada et j'attends avec impatience la continuation de cette relation. » — Stephen Harper

propres décisions à propos de leurs dirigeants. »

« Pour ce qui est des commentaires du candidat, évidemment, je suis en désaccord avec lui », a finalement conclu le chef conservateur.

Migrants clandestins

De passage dans une des villes avec la plus grande proportion d'immigrants au Canada, Richmond, en Colombie-Britannique, Stephen Harper a réitéré sa promesse de sévir contre les passeurs d'immigrants clandestins.

Les conservateurs comptent présenter à nouveau, d'ici l'été, un projet de loi « visant à empêcher les passeurs d'utiliser abusivement le système d'immigration canadien ».

Les trois partis de l'opposition à la Chambre des communes s'étaient vivement opposés à ce projet de loi, l'automne dernier, jugeant qu'il était inconstitutionnel et s'attaquait aux mauvaises personnes; punissant les réfugiés plutôt que les passeurs criminels.

Le projet de loi C-49 avait été introduit en réaction à l'arrivée l'été dernier du navire Sun Sea, sur les côtes de la Colombie-Britannique, avec à son bord 492 demandeurs d'asile tamouls en provenance du Sri Lanka.

L'opposition a pu bloquer cette initiative seulement parce que le gouvernement conservateur était alors minoritaire. M. Harper réclame maintenant une majorité pour avoir les coudées franches.

En conférence de presse, hier, il a jugé que ce projet de loi était « sévère, mais équitable ».

M. Harper s'est rendu en soirée pour la première fois de la campagne dans le Grand Nord canadien, à Yellowknife, où il compte ravir un siège au NPD de Jack Layton.

— Avec la Presse Canadienne

Pas de débats pour les candidats conservateurs

EXCLUSIF

JOËL-DENIS BELLAVANCE ET HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Au moins 35 candidats conservateurs ont refusé de participer à des débats avec leurs adversaires libéraux et néo-démocrates. Ces candidats ont invoqué des horaires trop chargés ou dit ne pas avoir l'autorisation des hautes instances du Parti conservateur. Les candidats conservateurs avaient utilisé la même tactique aux élections de 2008.

Ainsi, au Québec, la candidate conservatrice de Beauport-Limoilou, Sylvie Boucher, et celui dans Charlesbourg-Haute-Saint-Charles, Daniel Petit, ont écarté l'idée d'affronter leurs adversaires respectifs sur les ondes de la radio locale. Le candidat conservateur à Moncton-Riverview-Dieppe, Robert Goguen, a dit qu'il aimerait bien participer à un débat, mais « je n'ai pas encore trouvé le moyen de me fendre en deux ».

« C'est comme s'il refusait de se rendre à l'entrevue pour obtenir un emploi. » — La candidate libérale Julie Bourgeois

Portant les couleurs conservatrices dans Nanaimo-Cowichan, John Koury a dit qu'il ne voulait pas prendre part à un débat où la députée et candidate néo-démocrate Jean Crowder amènerait ses partisans. « Je pense qu'il est plus utile de passer mon temps à rencontrer les gens dans leur porte d'entrée de leur maison », a-t-il dit.

Julian Fantino, ministre d'État aux aînés et candidat dans Vaughan, avait boycotté tous les débats lors de l'élection partielle qu'il a remportée en novembre dernier. Il compte utiliser la même tactique cette fois encore.

Dans Glengarry-Prescott-Russell, le conservateur Pierre Lemieux a levé le nez sur un débat en français proposé par l'ACFO (Association canadienne-française de l'Ontario) même si sa circonscription est majoritairement francophone. M. Lemieux, qui maîtrise mal la langue française malgré son nom, a invoqué un horaire trop chargé.

Pour la candidate libérale dans cette circonscription de l'Est ontarien, Julie Bourgeois, le refus de M. Lemieux de l'affronter durant un débat est totalement inacceptable. « Les débats, c'est un peu comme une entrevue que doivent passer les candidats pour obtenir le poste de député. C'est inconcevable qu'un député sortant lève ainsi le nez sur un débat en français dans ma région. Il y a 58 % de francophones dans ma circonscription. C'est comme s'il refusait de se rendre à l'entrevue pour obtenir un emploi », a affirmé hier M^{me} Bourgeois.

Sears

DU LUNDI 18 AU JEUDI 21 AVRIL 2011

Super grattez

JUSQU'À

70% DE RABAIS

SUR PRESQUE TOUS LES VÊTEMENTS, CHAUSSURES, ACCESSOIRES ET PLUS À PRIX ORDINAIRES

grattez et épargnez RABAIS 40%-70%

à l'achat de presque tous les VÊTEMENTS Jessica®/MD, TRADITION®/MD, TRADITION COUNTRY COLLECTION®/MD, ET ATTITUDE®/MD ET LES BIJOUX DE QUALITÉ, BAGAGES, SOUTIENS-GORGE ET CULOTTES EN BOÎTE, OREILLERS À BOURRE NATURELLE ET SYNTHÉTIQUE, COUETTES, SERVIETTES DE BAIN, POÊLES ET BATTERIES DE CUISINE à prix ordinaires

grattez et épargnez RABAIS 25%-60%

à l'achat de presque tous les autres VÊTEMENTS POUR HOMMES ET FEMMES, CHAUSSURES, TENUES DE DÉTENTE, PEIGNOIRS ET BAS POUR FEMMES, BIJOUX MODE ET ACCESSOIRES, LINGE DE LIT ET DE SALLE DE BAINS, VAISSELLE, COUVERTS ET USTENSILES DE CUISINE VENDUS À L'UNITÉ à prix ordinaires

grattez et épargnez RABAIS 20%-50%

à l'achat de presque tous les VÊTEMENTS D'ENFANTS à prix ordinaires



Éclat printanier

GALA PRINTANIER ANNUEL SEARS DE PRODUITS DE BEAUTÉ

C'est le moment de se gâter un peu!

Le mercredi 20 avril 2011, de midi à 21 h, venez participer à une agréable soirée de promotions spéciales, offres exclusives, rafraîchissements et bien plus encore!

À l'achat de votre billet d'un coût de 10 \$, recevez gratuitement un coupon de 8 \$ à valoir sur votre prochain achat de produits de beauté ou fragrances. Pour chaque billet vendu, 2 \$ seront versés à Belle et bien dans sa peau^{MD}. Le coupon de 8 \$ doit être échangé le mercredi 20 avril 2011

NE043G311 © 2011. Sears Canada Inc.

Super carte à gratter valide seulement du lundi 18 au jeudi 21 avril 2011
Limite d'une carte à gratter par achat. Cartes à gratter disponibles dans la limite des stocks. En vigueur dans les grands magasins Sears, les magasins Sears Home ou Sears Décor et les magasins locaux Sears. À l'exclusion des articles à prix de liquidation et en solde, des articles 'Achat spécial', des articles vendus à l'unité dont le prix se termine par 88, 94 ou 97, des achats par catalogue, sur le site web, par téléphone, des produits de beauté et fragrances, des marques Jockey® et Calvin Klein®, des produits pour bébés et tout-petits, des modèles de liquidation des fabricants, des vêtements d'extérieur Point Zero® pour femmes, des duos, des emballages multiples, des offres '2 pour' et '3 pour', de la marchandise LNH®, IHF®, Équipe Canada®, des vêtements d'extérieur Nike® et Columbia® pour hommes et femmes des jeans NevadaSM à 19,99 pour hommes, des chemises habillées et cravates à 9,99, des chemises habillées et cravates de plus de 60 \$, des montres, des alliances en or, des bijoux Jewel Design®, des sacs à main Fossil®, Nine West® et Guess, des chaussures Franco Sarto® et Guess et des articles actuellement annoncés. Cette offre ne peut être combinée à aucune autre offre. Les chances d'épargner dans chaque catégorie sont de 1 chance sur 200 dans le cas du pourcentage de rabais le plus élevé, 1 chance sur 100 dans le cas des deuxième et troisième pourcentages les plus élevés, 5 chances sur 100 dans le cas du quatrième pourcentage de rabais le plus élevé et 92,5 chances sur 100 dans le cas du cinquième pourcentage de rabais le plus élevé. Dans le cas d'une erreur d'impression, Sears se réserve le droit d'annuler ou d'apporter des modifications à cette offre, sans préavis.

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2011



PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

D'une génération à l'autre: bien que Jack Layton ait formulé plusieurs promesses concernant les aînés, hier, il n'a pas raté de saluer la petite Astrid et sa mère pendant une visite dans une boulangerie de Dartmouth, en Nouvelle-Écosse.

Sécurité des aînés

Layton s'inspire de Harper

PAUL JOURNET

BRIDGEWATER — Il faut ouvrir le Code criminel pour mieux protéger les aînés, croit Jack Layton. « Ottawa n'offre pas aux aînés le respect qu'ils méritent », a-t-il prétendu hier en Nouvelle-Écosse, une des deux provinces dirigées par un gouvernement néo-démocrate.

En fait, le NPD a proposé une mesure qui est déjà écrite noire sur blanc dans la plateforme conservatrice. Comme M. Harper, M. Layton veut maintenant ajouter un nouveau facteur aggravant dans l'évaluation de la peine: la vulnérabilité de la victime, par exemple à cause de son âge. Les peines pourraient donc devenir plus sévères pour ceux qui s'attaquent aux aînés.

M. Layton promet aussi d'ajouter au Code criminel la notion de « braquage à domicile ». Il s'agit d'une demande du gouvernement manitobain, qui est lui aussi néo-démocrate. Le braquage de domicile diffère légèrement de l'entrée par effraction. Dans un braquage à domicile, la résidence est utilisée comme lieu d'opération pour commettre un autre crime. Par exemple, un gang

Les aidants naturels recevraient 900 millions d'argent public par année. La somme servirait à payer une nouvelle prestation pour les aidants et à doubler le prêt à remboursement conditionnel pour les logements adaptés.

qui séquestre un couple de personnes âgées et détourne leur maison pour y produire de la drogue.

Ces promesses ont été annoncées hier dans la circonscription de South Shore-St. Margaret's. En 2008, les conservateurs avaient devancé le NPD par moins de 1000 votes.

Plus de 2 milliards pour les aînés

La Nouvelle-Écosse est aussi la province qui compte la plus grande proportion d'aînés (16 %). M. Layton leur a débarrassé ses promesses pour les personnes âgées, qui dépassent 2,1 milliards de fonds publics.

La principale dépense irait aux aidants naturels. Ils recevraient 900 millions d'argent public par année. La somme servirait à payer une nouvelle prestation pour les aidants et à doubler le prêt à remboursement conditionnel pour les logements adaptés. Le Bloc et les libéraux proposent aussi plusieurs mesures pour les aidants naturels.

Le NPD veut en outre bonifier la prestation de compassion de l'assurance emploi pour ceux qui délaissent leur emploi afin de s'occuper d'un parent mourant. M. Layton voudrait que la prestation déjà existante passe de six semaines à six mois. Cela coûterait 250 millions de plus chaque année aux contribuables.

Le parti de gauche ajouterait aussi 400 millions au supplément de revenu garanti et mettrait au point une stratégie nationale contre la maltraitance aux aînés, avec une assistance téléphonique pour les victimes et d'autres services spécialisés.

Les néo-démocrates aimeraient également rendre les médicaments plus abordables. Comment? M. Layton se contente de dire qu'il va « travailler avec les provinces pour améliorer » l'assurance médicament. Il propose aussi deux nouveaux transferts fédéraux pour les soins à domicile et de longue durée.

Supergrattez

sur presque toute la marchandise à prix ordinaires EN VIGUEUR DU LUNDI 18 AU JEUDI 21 AVRIL 2011

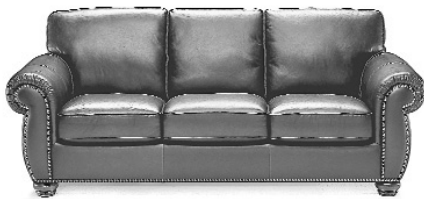
grattez et épargnez 50-300\$

achat minimum de 500 \$ sur presque tous les gros appareils ménagers à prix ordinaires



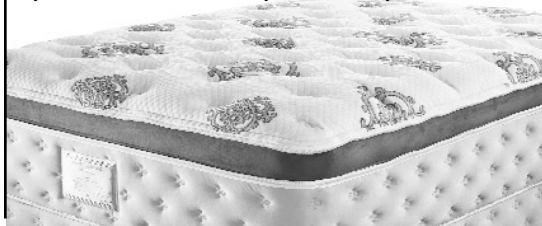
grattez et épargnez 20-50%

sur presque tous les meubles à prix ordinaires



grattez et épargnez 25-60%

sur presque tous ces articles à prix ordinaires: ensemble matelas-sommier, linge de lit et de salle de bains, échelles, jeux d'outils de mécanicien, jeux de clés et jeux de tournevis



grattez et épargnez 10-50%

sur presque tous ces articles à prix ordinaires: équipement de culture physique, bicyclettes, équipement de camping, petits appareils ménagers, équipement de golf, jouets, meubles de jardin et barbecues à gaz



grattez et épargnez 20-100\$

achat minimum de 200 \$

sur presque tous ces articles à prix ordinaires: tondeuses à fougier, motobêches, tracteurs, tondeuses à gazon, ouvre-porte de garage, outils d'établi et machines-outils, aspirateurs avale-tout, compresseurs d'air, perceuses, produits pour l'environnement du foyer, électronique, nettoyeurs sous pression, scies à chaîne, aspirateurs/souffleuses, coffres et armoires, générateurs, machines à coudre et aspirateurs



Super carte à gratter en vigueur seulement du lundi 18 au jeudi 21 avril 2011

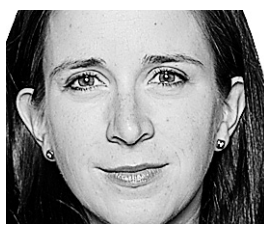
Limite d'une carte à gratter par achat. Carte à gratter en vigueur dans la limite des stocks. En vigueur seulement dans les grands magasins Sears, magasins Sears Home/Décor et magasins locaux Sears. À l'exclusion des articles en solde et à prix de liquidation, des articles 'Achat spécial', des offres spéciales de durée limitée, des offres quotidiennes, des articles vendus à l'unité dont le prix se termine par .88, .94 et .97, des achats à l'Agence de voyages Sears, des achats par catalogue, sur le site Web et par téléphone, des achats dans les entreprises sous licence, des revêtements de sol, des ensembles matelas-sommier non assortis et Tempur[®], des aspirateurs Dyson[®], des aspirateurs à main/spéciaux Dyson, des fours à micro-ondes de comptoir, des accessoires pour les gros appareils ménagers, des consoles et jeux vidéo, BlackBerry PlayBook[™] et accessoires et des articles actuellement annoncés. Cette offre ne peut être combinée à aucune autre offre. Les chances d'épargner dans chaque catégorie sont de 1 chance sur 200 dans le cas du pourcentage de rabais le plus élevé, 1 chance sur 100 dans le cas des deuxième et troisième pourcentages de rabais les plus élevés, 5 chances sur 100 dans le cas du quatrième pourcentage de rabais le plus élevé et 92,5 chances sur 100 dans le cas du cinquième pourcentage de rabais le plus élevé. Dans le cas d'une erreur d'impression ou d'une autre erreur, Sears se réserve le droit d'annuler ou d'apporter des modifications à cette offre, sans préavis.

Sears

NE043G411 © 2011, Sears Canada Inc.

MONTRÉAL PLUS

Des légumes dans Ville-Marie



MARIE-CLAUDE
LORTIE
CHRONIQUE

Au beau milieu des événements municipaux plutôt sombres de la semaine dernière, un petit changement qui pourrait devenir grand a été adopté par l'arrondissement de Ville-Marie. Tout bas. Tout discret. Un projet de triporteurs pour vendre des produits frais dans les parcs.

Anodin comme nouvelle, dites-vous, surtout alors que le Canadien cumule les victoires, que la campagne électorale bat son plein, que l'affaire Cantat-Mouawad soulève les passions?

Pas tant que ça.

En adoptant ce projet, l'arrondissement central de Montréal fait preuve d'un modernisme rafraîchissant.

Grosse nouvelle.

En allant de l'avant avec ce nouveau programme, l'arrondissement commence en effet à montrer plusieurs choses.

D'abord, qu'il y a à Montréal

un intérêt, pour le développement des communautés et pour étoffer l'attrait des espaces publics, à apporter la nourriture près des gens. Le concept est déjà hyper répandu dans les autres grandes et moins grandes villes. Enfin, il arrive (ou revient) ici.

Ensuite, la Ville adopte une politique active pour encourager l'accès des produits fermiers régionaux en ville, posture cruciale pour le développement d'une agriculture locale viable.

Et outre tout ça, le projet a un volet pour encourager l'insertion sociale.

Bravo.

L'initiative doit commencer le 18 juin et durer jusqu'au 16 octobre. Elle consiste à permettre à trois triporteurs, coordonnés par le Marché Solidaire Frontenac, un organisme déjà fort actif dans le Centre-Sud, de se promener dans 12 parcs de Ville-Marie, surtout à l'est,

pour y vendre des produits frais. On ira du square Viger au parc Médéric-Martin, en passant par le parc Raymond-Blain, le parc Colette-Devlin et j'en passe... Bref, on couvrira les quartiers s'étendant à l'est du centre-ville, jusqu'aux voies ferrées signalant le début d'Hochelega-Maisonneuve.

Le but de l'opération n'est pas de fournir en cuisine préparée de type « non-malbouffe » des secteurs mal desservis. On a plutôt choisi pour le moment un autre angle alimentaire: rapprocher carrément les ingrédients frais, particulièrement les fruits et légumes, des consommateurs, dans des quartiers où ces aliments sont difficiles d'accès. Les triporteurs doivent apporter crudités et vitamines fraîches dans ce que la Santé publique de Montréal appelle « les déserts alimentaires ».

À Montréal, en effet, 40% de la population ne peut pas aller acheter à pied des fruits et légumes. Prenez certaines rues vers l'est et dans certains secteurs même commerciaux, essayer de trouver un brocoli est une quête ardue. Par contre, pour la sauce à spaghetti en conserve, le ketchup et le macaroni au fromage en boîte, aucun problème.

Cette difficulté d'accès n'est pas le seul facteur à considérer mais peut-être nous aide-t-elle à comprendre pourquoi pratiquement les deux tiers des Montréalais ne consomment même pas un minimum de cinq portions de fruits ou légumes par jour. Marteler dans la tête des gens qu'ils doivent manger moins de chips et plus de radis ou de concombre sert à quoi, s'il leur faut prendre le bus ou le métro – parce qu'ils n'ont pas de voiture – pour trouver des légumes, probablement pas mal plus chers qu'un paquet de ramen instantané, dans une épicerie à l'autre bout du monde...

■ ■ ■

Le projet de triporteur, donc, veut apporter les fruits et légumes là où il en manque. Mais en plus, on a fait appel pour cela à un organisme qui vend essentiellement des produits régionaux. Le Marché Frontenac a une politique très claire à cet égard et s'engage même à ne pas vendre un produit étranger s'il est disponible chez les producteurs régionaux du Québec en saison.

Ce choix permet d'ouvrir des débouchés aux agriculteurs de la région montréalaise

qui ont trop souvent de la difficulté à mettre leurs produits en marché dans la métropole où la concurrence est difficile et les frais élevés.

Allez au marché Jean-Talon, Atwater ou à plusieurs marchés publics municipaux, par exemple, et vous verrez que bien des vendeurs ne sont pas des fermiers venant en ville offrir leur récolte, mais bien des revendeurs s'approvisionnant chez les mêmes grossistes que n'importe quelle épicerie ou supermarché.

(On peut être pour ou contre cette pratique tant qu'on est conscient que certains commerçants entretiennent le flou et laissent presque entendre que les fruits ou légumes sont régionaux quand ils ne le sont pas, par la présentation du kiosque ou autrement. D'ailleurs, si on vend des avocats ou des mangues dans un kiosque « fermier », puce à l'oreille...)

Le dernier élément intéressant de cette initiative léguée, c'est qu'elle favorisera l'insertion sociale de 10 jeunes du quartier Centre-Sud.

Petite nouvelle, donc, mais projet grandement intéressant. Et rassurant. Il y a des gens qui continuent, dans le brouhaha municipal, à faire avancer la ville.

La circoncision à la préadolescence?

Une chercheuse canadienne propose de laisser les garçons prendre la décision

MATHIEU PERREAULT

Alors que les sociétés de pédiatrie du monde entier révisent leurs lignes directrices sur la circoncision pour tenir compte de récentes études montrant qu'elle réduit la transmission des maladies transmissibles sexuellement (MTS), une pédiatre néo-écossaise lance un pavé dans la mare. Dans le *Journal de l'association médicale canadienne*, elle propose que l'opération soit faite à la préadolescence pour que les petits patients aient leur mot à dire.

« Si on veut recommander la circoncision pour réduire le taux de MTS, je ne vois pas pourquoi ça devrait être fait à la naissance », explique Noni MacDonald, de l'Université Dalhousie, en entrevue téléphonique. « Les enfants n'ont pas d'activité sexuelle. On donne le vaccin contre le virus du papillome humain à la préadolescence. Il n'y a aucune raison de penser que la circoncision est moins douloureuse à la naissance. On fait beaucoup d'efforts pour que les vaccins pour les nouveaux nés soient moins douloureux. Leur imposer la circoncision dans ce contexte est absurde. À la préadolescence, ils peuvent donner leur consentement éclairé. »

Des études en Afrique ont montré que la transmission du sida baisse de 60% chez les hétérosexuels circoncis. Mais les résultats sont moins importants en Amérique du Nord où la baisse est seulement de 16%, indique la D^r MacDonald. Le sida est, en Amérique du Nord, davantage concentré chez les homosexuels, qui sont moins protégés par la circon-

LA CIRCONCISION AU CANADA

	1975	2005
Canada	44%	32%
Québec	22%	12%
Ontario	58%	44%
Colombie-Britannique	54%	30%

cision. La pertinence de la circoncision est donc bien moindre, selon la pédiatre.

Mark Wainberg, qui dirige, à l'Hôpital juif, le Centre de recherche sur le sida de l'Université McGill, n'est pas convaincu que la circoncision systématique soit nécessaire au Canada. Mais il estime que la douleur liée à la circoncision est certainement plus importante à l'adolescence à cause de la croissance des tissus depuis la naissance.

« Je ne suis pas sûr qu'on puisse considérer qu'un préadolescent est vraiment capable d'une décision éclairée », ajoute-t-il.

La Société canadienne de pédiatrie a indiqué qu'elle était en train de réévaluer ses recommandations sur la circoncision. Pour le moment, elle considère les risques et les bénéfices égaux et, par conséquent, elle ne recommande pas la circoncision systématique des nouveaux nés.

La Société de pédiatrie australienne est la seule à avoir sorti de nouvelles lignes directrices sur la base des études sur la transmission des MTS. En septembre 2010, elle a répété, malgré tout, que les risques et les bénéfices se valent.



M†

COLLECTE ANNUELLE
DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE DE MONTRÉAL

diocese montreal.org

PARTONS !

VACANCES
VOYAGE



Tous les mercredis et samedis dans **LA PRESSE**

On vous
questionne
sur votre niveau
d'activité

On
trouve
la chaussure
la mieux adaptée
à vos besoins

On vous
fait courir
dans nos
boutiques

On
analyse
l'interaction de votre
pied avec le soulier

BOUTIQUE **COURIR**

présente

asics

GT-2160 GS enfant
Chaussure de stabilité
pour la course
sur route



Une boutique sur la Rive-Sud :
1085, chemin Chambly LONGUEUIL • 450 674-4436

Une boutique sur le Plateau-Mont-Royal :
4452, rue Saint-Denis, MONTRÉAL • 514 499-9600

www.boutiquecourir.com

LA VENTE ÉTIQUETTES ROUGES

PENDANT LES ÉTIQUETTES ROUGES, ACHÉTEZ SANS CONSOMMER.

TOYOTA EST PARMI LES CONSTRUCTEURS OFFRANT LE PARC DE VOITURES DE TOURISME LE PLUS ÉCOÉNERGÉTIQUE AU CANADA†

RAV4 2RM 2011

309 \$ PAR MOIS, LOCATION 60 MOIS
0 \$ D'ACOMPTE
Transport et préparation inclus (droits, TPS et TVQ en sus)

0% DE FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À 36 MOIS‡



Modèle Sport illustré

VENZA 2RM 2011

374 \$ PAR MOIS, LOCATION 60 MOIS
0 \$ D'ACOMPTE
Transport et préparation inclus (droits, TPS et TVQ en sus)

0% DE FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À 36 MOIS‡



Modèle V6 4RM illustré

MATRIX 2011 MANUELLE TRACTION AVANT

209 \$ PAR MOIS, LOCATION 60 MOIS
0 \$ D'ACOMPTE
Transport et préparation inclus (droits, TPS et TVQ en sus)

0% DE FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À 36 MOIS‡



Modèle XRS illustré

COROLLA CE 2011 MANUELLE

183 \$ PAR MOIS, LOCATION 60 MOIS
0 \$ D'ACOMPTE
Transport et préparation inclus (droits, TPS et TVQ en sus)

0% DE FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À 36 MOIS‡



Modèle XRS illustré



STAR
SYSTÈME DE SÉCURITÉ™

Toyota est le premier fabricant d'une gamme complète de véhicules à inclure tous les éléments du Système de sécurité Star™ dans l'équipement de série de chaque véhicule 2011 neuf.

Cette intégration de six caractéristiques de sécurité active a pour but de protéger les occupants en aidant le conducteur à éviter un accident dès le départ.

VSC
Dispositif de contrôle de la stabilité du véhicule

TRAC
Régulateur de traction

ABS
Système de freins antiblocage

BA
Assistance au freinage

EBD
Répartiteur électronique de force de freinage

SST
Technologie d'arrêt intelligent

TOYOTA SERVICES FINANCIERS

PEA

diplômés

toyotaquebec.ca Pensez plus, dépensez moins^{MD} Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada inc. conditionnels à l'approbation du crédit par Toyota Services Financiers. L'immatriculation, les assurances, les taxes et les droits sont en sus. Sous réserve des conditions applicables, les offres s'adressent aux particuliers qui louent ou achètent un véhicule et en prennent possession entre le 1^{er} avril et le 2 mai 2011 chez un concessionnaire participant où vous pouvez obtenir tous les détails. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. * Offres applicables aux modèles Corolla CE 2011 manuelle (BU42EM AA), Matrix 2011 manuelle traction avant (KU4EEM AA), RAV4 2RM 2011 (ZF4DVP AA) et Venza 2RM 2011 (ZA3BBT AA) de base neufs en stock. Les mensualités tiennent compte des remises de 2 000 \$ / 1 500 \$ / 1 000 \$. Franchise annuelle de 24 000 km. Frais de 0,07 \$ / 0,07 \$ / 0,10 \$ / 0,15 \$ du kilomètre excédentaire. Les montants totaux exigés avant le début de la période de location sont de 183,31 \$ / 209,36 \$ / 308,99 \$ / 374,46 \$. Les prix suggérés du fabricant des modèles Corolla CE 2011 manuelle (BU42EM AA), Matrix 2011 manuelle traction avant (KU4EEM AA), RAV4 2RM 2011 (ZF4DVP AA) et Venza 2RM 2011 (ZA3BBT AA) de base neufs en stock sont de 16 940 \$ / 18 105 \$ / 26 255 \$ / 30 970 \$, montants qui incluent des frais de transport et de préparation de 1 390 \$ / 1 390 \$ / 1 560 \$ et la taxe sur le climatiseur de 0 \$ / 0 \$ / 100 \$ / 100 \$. Les prix suggérés du fabricant des modèles illustrés Corolla XRS 2011 (BE40EM AA), Matrix XRS 2011 (ME4EEM AA), RAV4 2RM Sport 2011 (WF4DVP AA) et Venza V6 4RM 2011 (BK3BBT AA) neufs en stock sont de 24 725 \$ / 25 565 \$ / 30 005 \$ / 33 910 \$, montants qui incluent des frais de transport et de préparation de 1 390 \$ / 1 390 \$ / 1 560 \$ et la taxe sur le climatiseur de 100 \$ / 100 \$ / 100 \$ / 100 \$. † Offre de financement à l'achat de 0 % allant jusqu'à 36 mois sur les modèles Corolla 2011, Matrix 2011, RAV4 2011 et Venza 2011 neufs en stock. À titre d'exemple, un montant de 20 000 \$ financé sur 36 mois à 0 % donne des mensualités de 555,56 \$ pour des frais de crédit de 0 \$ et une obligation totale de 20 000 \$. ‡ Selon la valeur de consommation moyenne de carburant de l'entreprise (CMCE) de Transports Canada. ** La remise aux diplômés (jusqu'à 1 000 \$) peut différer selon le modèle. ^{MD} Marque déposée de l'Association des concessionnaires Toyota du Québec. ^{MC} Marque de commerce de Toyota Canada.

LES CONCESSIONNAIRES DU QUÉBEC

TOYOTA
faire toujours mieux

MONTRÉAL PLUS

Le judaïsme sur la table de mixage

Le nouveau Montréal juif s'exprime sur toutes les plateformes



JEAN-CHRISTOPHE
LAURENCE
MONTRÉAL
PLURIEL

Jeudi soir, quartier Notre-Dame-de-Grâce. Dans le sous-sol d'une synagogue, un étrange spectacle se déroule sous nos yeux. Devant une poignée de personnes, un rappeur barbu nommé Isaac Miracles gesticule en chantant « Break the Matzah! Break the Matzah! » sur un gros *beat* lourd. Il est vêtu d'un survêtement blanc style hip hop, mais porte la kippa juive.

Mélange improbable, dites-vous? Isaac Miracles n'est pourtant pas le seul. Ce mariage des deux mondes est le reflet d'une nouvelle tendance chez les jeunes juifs, qui cherchent leur propre façon d'interpréter leur culture et leur religion. Cela se fait par la musique, mais aussi par l'art, la bouffe, les médias sociaux et divers regroupements alternatifs.

Le phénomène est de plus en plus visible à Montréal. Mais à New York, il existe depuis au moins 10 ans. Qu'on pense au chanteur reggae hassidique Matisyahu (déjà quatre albums à son actif) ou au Magazine internet *Heeb*, sorte de *Vice* pour juifs cools et branchés, qui aborde les aspects plus tabous de la réalité juive en jouant la carte de la provocation (en 2009, *Heeb* avait choqué bien du monde avec sa photo de la comédienne Roseanne Barr, déguisée en Hitler, mettant des bonhommes en pain d'épice dans un four...)

Le judaïsme serait-il en pleine révolution? Tamara Kramer, fondatrice du webzine montréalais *Shtetl*, n'irait pas jusque-là. Mais elle admet qu'un vent de fraîcheur souffle présentement sur sa communauté. « Ce qui est nouveau, c'est l'éclectisme du mouvement, résume-t-elle. Les frontières sont plus poreuses. On voit des mélanges de culture, des emprunts à différentes sources. C'est comme si le judaïsme était sur la table de mixage. »

Avec *Shtetl*, Kramer couvre assidûment cette nouvelle scène juive, multiforme et créative. Ses topos concernent autant Annie Sprinkle qu'une conférence sur l'influence juive dans le rock. Mais elle participe aussi au mouvement, en organisant des événements spéciaux qui offrent un nouvel éclairage sur la culture juive, comme le



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Avec son exposition *The Medium is the Matzah*, l'artiste visuelle Melissa Shiff exploite les rituels et symboles juïques pour s'exprimer sur une réalité contemporaine plus globale.

happening *Snip*, entièrement consacré à la circoncision.

Ces initiatives ne sont pas isolées. Dans le Mile-End, les « Amis juifs du Plateau », organisation alternative hipster, offre un nouveau point de chute informel pour les jeunes juifs en quête de questions. Sur l'avenue du Parc, le Ghetto Shul sert à la fois de synagogue, de barspectacles et de restaurant végétarien. Sans parler des synagogues plus orthodoxes, qui ouvrent leurs sous-sols à des concerts de rap... Cette tendance répond à un

institution juive est en train de changer. Leur conscience est en train de changer. »

Pour Tamara Kramer, cette nouvelle vague cherche tout simplement un angle inédit pour affirmer son identité et trouver sa place dans l'univers. « Pour eux, l'idée de ghetto ne fonctionne plus, ils veulent s'intégrer au monde, suggère-t-elle. Ils se sont longtemps sentis coupables de se poser des questions. Maintenant, ils veulent explorer ouvertement au lieu de suivre aveuglément la tradition. »

« L'idée de ghetto ne fonctionne plus, ils veulent s'intégrer au monde. Ils se sont longtemps sentis coupables de se poser des questions. Maintenant, ils veulent explorer ouvertement au lieu de suivre aveuglément la tradition. »

— Tamara Kramer, fondatrice du webzine montréalais *Shtetl*

gros besoin pour la nouvelle génération, qui est plus dans la réflexion que dans le dogme. « Ils cherchent une façon plus personnelle de connecter avec leur religion, quelque chose qui correspond plus à leurs valeurs et leur réalité, suggère Leibish Hunder, le rabbin-saxophoniste qui a fondé le Ghetto Shul. Leur identité n'est pas seulement juive, mais multiple. L'idée qu'ils se font d'une

Pour le 21^e siècle?

L'installation *The Medium is the Matzah*, présentée jusqu'au 1^{er} mai à l'Université Concordia, va dans le même sens. Juive « agnostique », l'artiste torontoise Melissa Shiff exploite les rituels et les symboles juïques comme tremplin pour s'exprimer sur une réalité contemporaine, plus globale.

Avec ses murs en matzah (le pain plat de la Pâques juive), ses

extraits (interactifs) du film *Les 10 commandements* et ses coussins *Crush Oppression* (Écrasez l'oppression), l'expo est un hommage « pop art » à l'exode des juifs fuyant d'Égypte. Mais selon M^{me} Shiff, le propos va plus loin. « L'oppression dont je parle est celle qui afflige le monde entier. Mes plaies d'Égypte, ce sont la faim, l'itinérance, le réchauffement climatique et le viol de la nature... »

Malgré le honteux gaspillage de matzah (la loi juive exige que celui-ci soit mangé, sinon sacrilège!) la démarche ne semble pas trop déplaire aux figures d'autorité. Rencontré à la sortie de l'exposition, le rabbin Orenstein ne tarissait plus d'éloges envers l'artiste. « En ce qui me concerne, c'est ce qu'il nous faut pour le 21^e siècle: regarder vers l'avant au lieu de rester pris dans nos stéréotypes », a-t-il dit en achetant des coussins pour ses enfants.

Mais la révolution a ses limites. Le musicien Socalled a récemment refusé de se produire au sympathique Ghetto Shul parce que sa chanteuse Katie Moore n'avait pas le droit de monter sur scène. La raison? Le Shul est une synagogue et dans les synagogues, les femmes ne chantent pas.

Comme quoi la tradition n'a pas encore dit son dernier mot.

POUR EN SAVOIR PLUS

> Socalled. Son nouvel album, *Sleepover*, sort le 3 mai. Selon le principal intéressé, les influences juives seront moins évidentes que par le passé. Socalled vient aussi de produire trois titres sur le dernier disque d'Enrico Macias. Voyage d'une mélodie. www.socalledmusic.com

> *Shtetl* (*on the shortwave*). Il y a *Shtetl* l'émission de radio (deux vendredis par mois sur les ondes de CKUT) et *Shtetl* le webzine (shtetl-montreal.com). Votre meilleure porte d'entrée sur le Montréal juif alternatif et allumé.

> The Ghetto Shul. La synagogue est en haut, le bar est en bas. Musique live et concerts réguliers. Surveillez les événements pendant le festival de jazz. 3458 ave. du Parc. www.ghettoshul.ca

> Mile End Chavurah. Vivre la culture et la religion juive autrement. www.facebook.com/mileendchavurah

> Neev Bensimhon - Humour et monologues satiriques. www.facebook.com/people/Neev-Bensimhon/505454528

VIEUX-QUÉBEC
Couette gourmande
Vivez l'expérience Port-Royal dans une suite De Luxe
à partir de **129\$+**
pour 2 personnes incluant le stationnement
NOUVEAU PETIT-DÉJEUNER GOURMAND AU RESTAURANT
LE 48 PAUL SAINT-PAUL
COISINE MONDIALE

LE PORT-ROYAL
hôtel & suites
1.866.417.2777
www.leportroyal.com

Perdez 20, 30 ou 40 livres
rapidement et sans avoir faim :
diète aux protéines ou basses calories
Nous vous proposons une solution efficace et durable.
Suivi assuré par des professionnels de la santé et de la nutrition

Montréal
6994, rue St-Denis 514 279-3999
Longueuil
644, Curé Poirier O. 450 679-4343
Laval
400, Saint-Martin O. 450 662-3222
Repentigny
405, Notre-Dame 450 470-1111
Saint-Hyacinthe
2587, Sainte-Anne 450 261-9898

CLINIQUE
Maigrir en Santé
Ligne sans frais : 1 888 853-9898 www.cliniquemaigrirsante.ca

REPORTAGE PUBLICITAIRE

PROGRAMME ÉDUCATIF
Desjardins LA PRESSE

Le Programme éducatif Desjardins - La Presse met gratuitement des exemplaires de *La Presse* à la disposition des enseignants et des élèves des commissions scolaires publiques de Montréal comme outil pédagogique afin de contribuer à l'apprentissage du français.

Tout au long de l'année, cette distribution s'accompagne d'activités qui permettent aux élèves de gagner des prix de participation. Cette fois, **Amélie Desgroseillers**, 15 ans de l'école secondaire Saint-Henri a remporté le grand prix, soit un ordinateur portable qui lui a été remis le 8 avril dernier. Elle est entourée de madame **Sylvie Laframboise**, responsable des communications de la caisse Desjardins du Quartier de Saint-Henri, de monsieur **Bernard Circé**, directeur général de la caisse Desjardins Atwater-Centre et de son enseignante, madame **Danielle Girard**.

Parrainé par le Mouvement des caisses Desjardins, le Programme reflète l'engagement de Desjardins dans l'éducation des jeunes et la communauté.

Trump : un toupet du tonnerre



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE
NEW YORK

C'est ce qui s'appelle faire d'une pierre deux coups: selon un de ses conseillers, Donald Trump « pourrait » annoncer durant le dernier épisode de l'émission de télé-réalité *The Celebrity Apprentice*, le 22 mai, l'heure et la date de la conférence de presse où il confirmera ou infirmera sa candidature à la présidence des États-Unis.

On pourrait bien sûr ne voir dans ce scénario conditionnel qu'une stratégie vulgaire et opportuniste pour faire grimper les cotes d'écoute de l'émission dont le promoteur de 64 ans est l'animateur. Mais l'esbroufe médiaco-politique à laquelle se livre « The Donald » coïncide aussi avec sa montée spectaculaire dans les sondages. Il arrive notamment en tête d'un baromètre PPP (Public Policy Polling) publié vendredi, avec 26 % des intentions de vote, soit neuf points de plus que son plus proche rival, Mike Huckabee, parmi les candidats républicains potentiels ou confirmés à la Maison-Blanche.

Ce résultat ne tient pas seulement à l'omniprésence médiatique du milliardaire de New York et à ses déclarations à l'emporte-pièce sur Barack Obama (« le pire président

de l'histoire »), Mouammar Kadhafi (« Je l'ai fourré » lors d'une transaction immobilière) ou les Chinois (« ils sont nos ennemis »). Il reflète également la faiblesse des autres candidats républicains potentiels ou confirmés à la présidence, les Mitt Romney, Mike Huckabee, Newt Gingrich, Sarah Palin et Tim Pawlenty, entre autres.

Les prétendants républicains sérieux peuvent sans doute tenter de se rassurer en se disant que Donald Trump, s'il se portait candidat, n'aurait aucune chance d'enlever l'investiture présidentielle de leur parti. Après tout, l'homme a déjà défendu le droit des femmes à l'avortement, prôné la création d'un système de santé universel et réclamé l'interdiction des fusils d'assaut.

Candidat indépendant?

Mais Trump pourrait nuire aux républicains même s'ils perdaient la course à l'investiture de leur parti. Il a en effet évoqué la possibilité de briguer la présidence à titre d'indépendant la semaine dernière lors d'une entrevue accordée au *Wall Street Journal*. Il pourrait, dans ce rôle, détourner vers lui une partie plus ou moins importante du vote anti-Obama.

Cela dit, Trump a juré fidélité au Parti républicain dès le lendemain de son entrevue au *Wall Street Journal*, tout en tentant de convaincre un auditoire radiophonique du sérieux de ses ambitions présidentielles.

« Il n'y a aucun doute dans mon esprit que je veux faire



Donald Trump lors d'un discours prononcé samedi devant des partisans du Tea Party à Boca Raton, en Floride.

campagne en tant que républicain », a déclaré le promoteur, qui a déjà flirté avec l'idée de briguer la Maison-Blanche en 2000, 2004 et 2008.

À New York, certains médias refusent d'accorder la moindre crédibilité à ses déclarations. Le *Daily News* a notamment publié à la une la semaine dernière une photo de lui avec un nez de clown. Le tabloïd se moquait ainsi des déclarations du natif de Queens qui ont rallumé la controverse entourant le lieu de naissance de

Barack Obama.

Enfourchant un cheval de bataille battu à mort depuis 2008, Donald Trump a en effet accusé fausement le 44^e président des États-Unis de n'avoir pas rendu public son acte de naissance. Et il n'a pas écarté la possibilité que ce dernier soit né à l'étranger, ce qui devrait lui interdire d'être à la Maison-Blanche. « S'il n'est pas né dans ce pays, ce serait une des plus grandes arnaques de l'histoire », a-t-il déclaré à

l'animateur de Fox News Bill O'Reilly.

Franc-parler apprécié

Selon un sondage publié en février, pas moins de 51 % des électeurs susceptibles de participer aux primaires républicaines sont persuadés que Barack Obama a vu le jour à l'extérieur des États-Unis. Mais Matt Latimer, ex-conseiller de George W. Bush, ne croit pas que la montée de Donald Trump dans les sondages tienne à son seul appui à la théorie de conspiration de ceux qu'on surnomme les *birthers*. Selon lui, c'est surtout le franc-parler de l'homme d'affaires qui plaît aux électeurs.

« Les Américains désirent un homme d'affaires au franc-parler qui peut sauver le pays d'une classe politique qui a tout bousillé », a-t-il écrit dans un texte publié la semaine dernière sur le site *The Daily Beast*.

La feuille de route de Donald Trump en affaires est évidemment loin d'être immaculée, l'homme ayant notamment goûté à l'amertume de la banqueroute. Mais le promoteur exprime sans doute la frustration de plusieurs Américains à une époque de déclin économique.

« Nous sommes devenus la risée de la planète, a-t-il dit récemment. Notre pays est mis à mal et a besoin d'aide. Moi, je suis très bon en politique étrangère et je suis un excellent homme d'affaires. »

De toute évidence, Donald Trump a un toupet du tonnerre.



Une tornade a frappé de plein fouet cette propriété de Gloucester, en Virginie.

PHOTO RANDALL GREENWELL, AP / VIRGINIAN-PILOT

« Comme si une bombe avait explosé dans le jardin »

Des tornades dans le sud des États-Unis font au moins 45 morts

D'APRÈS L'AFP

RALEIGH — Des toits arrachés, des arbres déracinés, des quartiers entiers dévastés: une série de violentes tornades a semé la destruction dans son sillage et fait au moins 45 morts dans six États depuis jeudi dans le sud des États-Unis.

La Caroline du Nord a été frappée de plein fouet dans la journée de samedi. Le bilan dans cet État est de 23 morts et 80 personnes hospitalisées, a indiqué à l'AFP Patty McQuillan, porte-parole des services d'urgence de Caroline du Nord, où l'état d'urgence a été déclaré.

« C'est la pire tempête depuis 1984 (...) Plus de 84 000 personnes sont sans électricité. Cela prendra certainement quelques jours avant qu'on puisse rétablir le courant », a-t-elle affirmé.

Dans tout l'État, la tempête a déraciné des arbres, couché des poteaux électriques, arraché des toits de maisons ou encore jeté des tracteurs sur les autoroutes.

« C'est comme si une bombe avait explosé dans le jardin », a témoigné sur la chaîne ABC un habitant de Raleigh, la capitale, une ville de plus de 350 000 habitants.

Dans la petite ville de Dunn, les tornades ont couché sur la route un énorme camion et dans certains quartiers, des habitants erraient abasourdis au milieu des ruines de leurs habitations.

« Il ne reste rien de ma maison. Tout est détruit, cassé. Et mon chien est mort », a déclaré en pleurs une femme sur la chaîne CBS.

« La situation est très mauvaise. Il y a un grand nombre de maisons et de commerces détruits, et beaucoup de vic-

times », a déclaré sur ABC le directeur adjoint des services d'urgence de Caroline du Nord, Mike Sprayberry.

« Nous avons été prévenus vendredi que les conditions météorologiques allaient se dégrader. Mais on ne sait jamais vraiment à quel point ce sera sérieux », a-t-il ajouté.

« Dans les années 1980, on a déjà eu quelque chose comme ça. Vous savez, quand il y a des morts, la destruction, on cherche à se serrer les coudes, à travailler ensemble pour surmonter l'épreuve », a-t-il assuré.

« Le couloir des tornades »

Les tornades sont la conséquence du passage d'une puissante tempête qui s'est formée jeudi dans le sud des États-Unis, au niveau de l'Okla-homa, du Texas et du Kansas, avant de progresser vers l'est,

le long d'une région surnommée « le couloir des tornades » en raison de la fréquence de ce type d'intempéries. Parvenue à la côte Atlantique, la tempête a baissé en intensité hier.

Vendredi, une vingtaine de tornades avaient frappé les États du Mississippi et de l'Alabama et 15 autres avaient déferlé jeudi sur l'Okla-homa, le Texas et le Kansas, selon la météorologie nationale américaine.

Perturbations très limitées dans le temps, les tornades ont une durée de vie de quelques minutes à une demi-heure. Mais leur intensité, avec des vents tourbillonnants pouvant dépasser les 150 à 200 km/h, peut se révéler dévastatrice.

Très souvent associées à des orages violents, elles sont favorisées par la rencontre entre des masses d'air de températures très différentes.

NIGERIA

L'homme au chapeau noir en tête

D'APRÈS L'AFP

LAGOS — Le président nigérian sortant Goodluck Jonathan a largement pris la tête hier de la course à la présidentielle, vainqueur dans au moins 20 des 36 États, et pourrait l'emporter dès le premier tour à l'occasion de ce scrutin dont le bon déroulement global a été salué par les observateurs.

Les résultats définitifs de l'élection de samedi, connus dans 30 États, donnent M. Jonathan vainqueur dans 20 États, alors que son principal rival, ex-chef de la junte Muhammadu Buhari, remporte les suffrages dans 9 États. Nuhu Ribadu, qui a dirigé l'agence anticorruption du Nigeria, était en tête dans le dernier État.

Le scrutin s'est déroulé samedi dans un calme relatif, avec des incidents sporadiques qui n'ont pas fait de victime. Les observateurs ont globalement salué le bon déroulement de cette élection, qui marque une rupture positive après une série d'élections frauduleuses.

« Il y a un consensus pour dire que c'est un nouveau départ, après les irrégularités de la présidentielle de 2007 », a affirmé Clement Nwankmo, coordinateur d'un groupe local d'observateurs.

« Le scrutin s'est tenu dans des conditions encore meilleures » que celles qu'aux législatives du 9 avril, estimait déjà samedi le Slovène Alojz Peterle, chef de la mission de l'Union européenne.

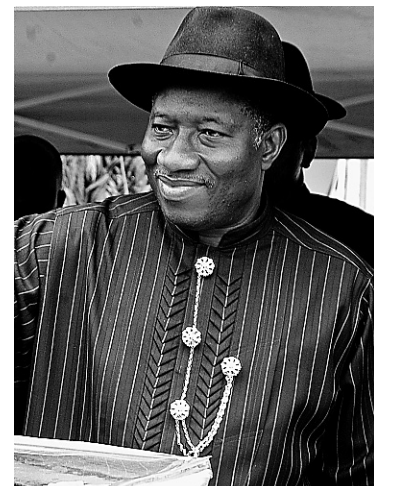


PHOTO ASSOCIATED PRESS
Le président sortant Goodluck Jonathan, bien connu pour porter en tout temps le chapeau.

LE TOUR DU GLOBE

BURKINA FASO

La contestation prend de l'ampleur

Le régime du président Blaise Compaoré, déjà confronté depuis jeudi à une mutinerie de militaires, fait face à une soudaine colère de commerçants qui ont incendié samedi plusieurs édifices publics à Ouagadougou pour protester contre les pillages des mutins. Hier soir, des soldats ont tiré en l'air pendant environ deux heures dans une ville de l'est du Burkina Faso, Tenkodogo, après des actions similaires de mutins dans la capitale et à Pô (Sud), ont indiqué des témoins. - AFP



Des résidents de Ouagadougou ont pris en photo un bus incendié lors d'une manifestation, samedi.

JAPON

Refroidir les réacteurs : patience

L'opérateur de la centrale nucléaire accidentée de Fukushima a estimé hier qu'il faudrait environ trois mois pour commencer à réduire la radioactivité et de six à neuf mois pour refroidir les réacteurs. Selon l'entreprise, cette deuxième étape aura pour objectif de réaliser « l'arrêt à froid » des réacteurs ce qui permettra l'intervention des techniciens. Par ailleurs, le Japon et les États-Unis ont annoncé hier une initiative associant le public et le privé pour reconstruire les régions du Nord-Est. - AFP

FINLANDE

Percée des nationalistes

Les conservateurs, membres de l'alliance gouvernementale sortante, ont remporté une victoire étonnante aux législatives d'hier en Finlande, où les nationalistes ont réalisé une percée historique en devenant la troisième force politique du pays. Sur les 200 sièges du Parlement, la commission électorale en a accordé 44 à la Coalition nationale (conservateurs), 42 au Parti social-démocrate (SDP) qui était dans l'opposition et 39 aux nationalistes de droite Vrais Finlandais. - AFP

PROCHE-ORIENT

Colons assassinés : arrestations

Deux jeunes Palestiniens, dont un mineur, ont été arrêtés pour le meurtre en mars d'un couple d'Israéliens et de leurs trois jeunes enfants dans une colonie du nord de la Cisjordanie, une tuerie qui a choqué Israël et les Palestiniens. « Les deux auteurs présumés du meurtre ont été arrêtés et ont avoué. Ils sont membres du FPLP (Front populaire de libération de la Palestine, gauche radicale), a déclaré à l'AFP le porte-parole de la police israélienne Micky Rosenfeld. - AFP

Révolution tranquille à Cuba

Raul Castro propose de limiter les mandats politiques à deux quinquennats

D'APRÈS AP ET AFP

LA HAVANE — Les délégués du VI^e congrès du Parti communiste cubain ont débattu hier à huis clos de plus de 300 propositions de réforme économique et politique formulées la veille par leur dirigeant Raul Castro. Plaidant à nouveau pour le rajeunissement des cadres et la libéralisation d'une économie insulaire au plus mal, a notamment proposé de limiter la durée des mandats de la classe politique à deux quinquennats consécutifs.

Ces mesures ont néanmoins été qualifiées de « palliatives » par la dissidence cubaine.

Âgé de 79 ans, le leader cubain, qui a remplacé son frère Fidel en 2008, a plaidé pour un « rajeunissement systématique » du pouvoir, y compris « l'actuel président du Conseil d'État », c'est-à-dire lui-même, et ses ministres. « Aujourd'hui, nous faisons face aux conséquences de ne pas compter une réserve de remplaçants dûment préparés », a-t-il noté.

Le frère de l'ancien Lider Maximo a consacré une bonne partie de son discours de deux heures et demie à défendre avec vigueur une liste de changements économiques, dont la suppression progressive de la « libreta », ce carnet de rationnement à la fois honni et indispensable à la population, la poursuite de la décentralisation de l'économie et l'introduction d'un système d'offre et de demande dans certains secteurs.

Compatible avec le socialisme

« Le pays a ignoré ses problèmes pendant trop longtemps, a lancé Raul Castro, qui a de nouveau clairement indiqué que Cuba devait prendre des décisions difficiles pour assurer sa survie. « Aucun pays ni individu ne peut dépenser plus qu'il ne possède », a-t-il lancé. « Deux plus deux font quatre, jamais cinq et encore moins six

ou sept — comme nous l'avions parfois prétendu ».

Vêtu d'une guayabera, chemise blanche traditionnelle, le leader cubain s'est voulu rassurant en faisant valoir que ces changements économiques nécessaires — menés « sans hâte mais sans pause » — étaient compatibles avec le socialisme. Assurant qu'il « n'y aura jamais d'espace pour les thérapies de choc à l'encontre des plus nécessiteux », M. Castro a indiqué que le carnet mensuel de rationnement pour les aliments de base, représentait « un fardeau insoutenable pour l'économie et un découragement pour le travail ».

Raoul Castro a également précisé que plusieurs dossiers de libéralisation économique étaient sur la bonne voie comme la fin du quasi-gel depuis 1959 des ventes de maisons et de voitures privées, l'usufruit de terrains agricoles publics confié aux paysans ou encore l'octroi de crédit privé.

Mesures « palliatives »

Ces mesures économiques restent « palliatives », a estimé hier un porte-parole de la dissidence en Espagne, regrettant l'absence d'annonce en faveur des libertés ou des droits de l'homme.

Elles soulagent, « mais ne soignent pas le mal endémique du peuple cubain, qui reste essentiellement le manque de liberté et le manque de droits », a déclaré à l'AFP Ernesto Gutierrez, secrétaire général de la Fédération des organisations cubaines en Espagne.

« Ces réformes ne sont faites que pour gagner du temps et améliorer la crédibilité internationale (de Cuba), surtout en matière financière et économique », a estimé ce dissident cubain installé depuis 20 ans en Espagne. « (Raul Castro) essaie d'apaiser la débâcle économique dans laquelle est plongé Cuba, mais il « ne cherche en aucun cas à résoudre les vrais problèmes du pays », a-t-il ajouté.



PHOTO ASSOCIATED PRESS

Raul Castro a plaidé pour un « rajeunissement systématique » du pouvoir.

NOUVELLES MANIFESTATIONS EN SYRIE

« Nous voulons la liberté »

D'APRÈS AP ET AFP

DAMAS — Aux cris de « Nous voulons la liberté ! », plusieurs milliers de Syriens ont manifesté hier à l'appel de militants pro-démocratie à l'occasion de la fête nationale, malgré les annonces faites la veille par leur président Bachar el-Assad sur la levée prochaine de l'état d'urgence.

Au moins quatre personnes ont été tuées hier par les forces de sécurité à Talbisseh, près de Homs (Centre), ont indiqué des témoins.

Les services de sécurité « ont ouvert le feu sur une foule composée de milliers de personnes » qui participaient aux obsèques

d'un Syrien tué la veille dans la localité, ont indiqué à l'AFP des témoins par téléphone. « Quatre personnes au moins ont été tuées mais le bilan pourrait être plus élevé. Il y a eu aussi plus de 50 blessés », a affirmé l'un des témoins.

À Deraa, les manifestants étaient des dizaines de milliers à parcourir les rues de cette ville agricole du sud du pays devenue le foyer de la contestation contre le régime syrien, d'après des témoins joints par téléphone.

L'appel à manifester a aussi été suivi notamment à Lattaquié, premier port de Syrie, où environ 10 000 personnes ont défilé après des funérailles d'un manifestant

tué vendredi, et à Baniyas, où quelque 2500 personnes ont manifesté.

Samedi, Bachar al-Assad a annoncé que la commission juridique sur la loi d'urgence avait « élaboré une série de propositions en vue d'une nouvelle législation ». Ces propositions seront soumises au gouvernement qui promulguera des lois (...) dans une semaine maximum ».

« C'est un pas qui n'est pas suffisant », a estimé l'avocat syrien et défenseur des droits de l'homme Haytham Maleh. « L'intervention des services de sécurité dans la vie des gens doit cesser, et il faut laisser les protestataires manifester. »

Assaut des pro-Kadhafi sur Ajdabiya

D'APRÈS L'AFP

AJDABIYA — Les forces pro-Kadhafi se sont rapprochées hier d'Ajdabiya, repoussant de nouveau vers l'est les rebelles qui ont cependant gardé le contrôle de la ville et tenaient bon aussi à Misrata, ville côtière que les forces loyalistes pilonnent depuis des semaines.

Samedi, les insurgés avaient progressé d'une quarantaine de kilomètres en direction de Brega (Est), située à 80 km à l'ouest d'Ajdabiya, à la faveur de raids aériens de l'OTAN les jours précédents.

Mais dès hier matin, des tirs intenses sur la porte ouest d'Ajdabiya indiquaient que

les forces pro-Kadhafi étaient revenues à moins de 20 km de cette ville stratégique, poussant certains rebelles et les habitants restés dans la ville à fuir par centaines, selon un journaliste de l'AFP.

L'armée a fini par se replier et les rebelles ont gardé le contrôle de la ville. Ils étaient déployés sur les grandes artères, érigeant des barricades pour ralentir les troupes loyales au dirigeant libyen Mouammar Kadhafi en cas d'incursion.

À Misrata (Ouest), 16 personnes ont été tuées et 71 blessées selon des chiffres de l'hôpital de la ville, où les combats ont repris de plus belle en milieu de journée hier.

Libérez et envoyez votre chèque à :

MISSION Bon Accueil
606, rue de Courcelle,
Dépt. 404205
Montréal,
QC, H4C 3L5

EXPÉDIEZ VOTRE DON DÈS AUJOURD'HUI

Offrez un repas complet de Pâques !

Nous avons besoin de votre aide pour servir des repas nutritifs et procurer d'autres services de transition aux personnes qui souffrent, qui ont faim et qui sont sans-abri dans la région de Montréal durant cette saison pascale.

2,78\$ Pour seulement 2,78 \$, vous pouvez procurer un repas chaud ou un abri sécuritaire et une aide qui pourraient être le point de départ d'une nouvelle vie.

S'il vous plaît, aidez-nous à donner de la nourriture et des soins à ceux qui ont faim, aux sans-abri et à ceux qui souffrent en postant votre don dès maintenant.

NOTRE 119^e ANNÉE AU SERVICE DES DÉMUNIS

27,80\$ pour 10 personnes 69,50 \$ pour 25 personnes
 139 \$ pour 50 personnes 278 \$ pour 100 personnes
 _____ \$ pour aider autant de personnes possible

Donnez en ligne au www.missionbonaccueil.com ou composez le (514) 523-5288

Débitez ma carte de crédit Visa MasterCard American Express

N° DE LA CARTE: _____ DATE D'EXPIRATION: _____

SIGNATURE: _____

NOM EN LETTRES MOULÉES: _____

COURRIEL: _____ TÉLÉPHONE: _____

ADRESSE: _____

VILLE: _____ PROVINCE: _____ CODE POSTAL: _____

Les montants mentionnés sont des coûts moyens et comprennent les frais de préparation et de service des repas. Un reçu d'impôt sera émis pour tout don de 10 \$ et plus. Mission Bon Accueil est un organisme de bienfaisance : NE 10819 5215 RR0001

FORUM

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Le PQ de M^{me} Marois

ANDRÉ PRATTE

apratte@lapresse.ca

Quatre ans après en avoir pris la tête, Pauline Marois a fait la preuve en fin de semaine de l'ascendant qu'elle exerce désormais sur le Parti québécois. Non seulement a-t-elle obtenu un appui record de 93 % des militants lors du vote de confiance, elle a réussi à faire changer d'idée les délégués sur une proposition relative à la langue de l'affichage.

M^{me} Marois a réussi en fin de semaine un véritable tour de force.

En somme, le congrès national tenu en fin de semaine à Montréal a massivement endossé le leadership de M^{me} Marois et son plan de «gouvernance souverainiste». Il faut rendre hommage à la chef, qui vient de réussir là un véritable tour de force. D'autres avant elle, et non les moindres, n'avaient pas réussi à mater cette formation difficile. «Amadouer» serait un terme plus approprié, car la manière Marois est tout en douceur, en collégialité.

Le retour à l'affichage unilingue français, d'abord approuvé par les militants en matinée hier, aurait mis M^{me} Marois dans l'embarras. Comme l'a rappelé la chef, cette partie de la Charte de la langue française avait été non seulement déclarée inconstitutionnelle par la Cour

suprême, mais dénoncée par le Comité des droits de l'homme de l'ONU. Les militants ont entendu raison et renversé leur vote du matin.

Deux autres propositions relatives à la langue ont été adoptées. La première, appuyée par M^{me} Marois, veut qu'un futur gouvernement péquiste étende l'application de la loi 101 au collégial. Nous avons souvent écrit ici qu'une telle mesure n'est ni souhaitable ni nécessaire. Le Conseil de la langue française a récemment rappelé que la proportion de jeunes allophones s'inscrivant au cégep anglais est à la baisse depuis plusieurs années. On ne doit limiter les droits fondamentaux des personnes, notamment le droit à l'éducation de leur choix, à moins qu'une telle politique ne vise à corriger un mal plus grand encore. Ce n'est pas le cas ici. Malgré ces profondes réserves, nous saluons la passion belle à voir du principal défenseur de cette mesure, le député de Borduas, Pierre Curzi. Les intentions sont bonnes; malheureusement, le moyen choisi replongera le Québec dans des querelles linguistiques stériles.

L'autre proposition adoptée par les péquistes vise à rendre obligatoires des cours de francisation pour les immigrants «n'ayant pas une connaissance suffisante de la langue française fonctionnelle». Avant d'imposer (comment?) des cours de français aux nouveaux Québécois, il faudrait commencer par satisfaire la demande de tous ceux qui veulent en suivre.

Bien en selle à la tête de son parti, M^{me} Marois entreprend maintenant la longue lutte qui la mènera à la prochaine campagne électorale. Le déroulement du congrès de la fin de semaine renforcera le respect qu'ont déjà pour elle beaucoup de Québécois.

Le voile, encore



MARIO ROY

mroy@lapresse.ca

En mai 1968, un slogan à la mode était: «Il est interdit d'interdire». Près d'un demi-siècle plus tard, l'idée revient, mais inversée et sous forme de question: «Est-il permis d'interdire?» C'est ce qu'on se demande en France, une semaine après l'entrée en vigueur de la loi du 11 octobre 2010 «interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public».

Dit plus crûment: la loi prohibant la burqa et le niqab.

La loi française sur le niqab: il faudra une idée meilleure. Et applicable.

Depuis lundi dernier, la police a donc bel et bien interpellé des femmes voilées. Et l'événement le plus probant, qui s'est déroulé sur le majestueux fond de décor constitué par la cathédrale Notre-Dame, a évidemment été un *stunt* médiatique: devant les télévisions et agences de presse du monde entier enrôlées par KENZA DRIDER, la «madame Niqab» française, celle-ci s'est rendue aux forces de l'ordre.

Splendide image.

Et menace à peine... voilée: Français, la planète vous regarde!

■■■

La France est le premier pays occidental à interdire le voile intégral dans l'espace public (la Belgique a un projet en ce sens, actuellement coincé dans un dédale politico-juridique).

93,08 %



DROITS RÉSERVÉS / apcote@lesoleil.com

OPINION

Victoire de l'approche Marois

Le recentrage autour de la question identitaire a redonné au Parti québécois son aura de grand rassemblement national

ÉRIC BÉDARD



L'auteur est historien et professeur à la Télé-Université.

Pauline Marois a obtenu un vote de confiance historique. Ses qualités personnelles et sa longue expérience du Parti, le traumatisme du congrès de 2005 et ses suites malheureuses, la volonté de serrer les rangs pour renverser un régime libéral moribond peuvent expliquer en partie ce résultat spectaculaire. Mais il y a plus.

Dès son arrivée à la tête du Parti québécois en 2007, Pauline Marois a donné le ton en présentant un important projet de loi (n° 195) qui prévoyait l'élaboration d'une constitution québécoise, l'avènement d'une citoyenneté québécoise et un meilleur enseignement du français et de notre histoire. À la plus grande satisfaction de ses militants et d'une grande partie de la population, Pauline Marois a gardé le cap et défendu son projet de loi, malgré les soupçons de xénophobie qui pesaient sur elle et son équipe.

On a beaucoup écrit que ce virage identitaire était opportuniste ou donnait à voir une radicalisation du Parti québécois. Faux!

Sur les questions identitaires, la chef péquiste a été constante et cohérente. La proposition principale soumise aux délégués contenait toutes les idées du projet de loi 195. En plus de se rallier à la proposition de Pierre

Curzi sur l'application de la loi 101 dans les cégeps, Pauline Marois a vivement critiqué l'esprit du rapport Bouchard-Taylor qui accusait la majorité historique de manquer d'ouverture à l'égard des nouveaux arrivants.

Quant à l'argument de la radicalisation identitaire, il ne tient pas non plus. Sous Pauline Marois, le Parti québécois est simplement revenu à la normale. La radicalisation, elle s'était produite avant, durant la parenthèse boisclairienne. Le souverainisme amnésique de ce PQ-là, insensible à la crise des accommodements raisonnables, au service de toutes les causes dites «progressistes», avait éloigné une frange significative de l'électorat nationaliste en 2007.

Rassemblement

Ce recentrage autour de la question identitaire a redonné au Parti québécois son aura de grand rassemblement national, avant tout soucieux de servir les intérêts supérieurs du Québec plutôt que ceux d'une idéologie, sociale-démocrate ou autre. En expulsant le SPQ libre, Pauline Marois envoyait un message clair et vraisemblablement apprécié des militants: le Parti québécois ne devait être l'otage d'aucune faction, fût-elle issue du milieu syndical.

Dans le programme adopté en fin de semaine, des chapitres sont consacrés à l'intégrité et à la création de la richesse. Il faudra probablement aller plus loin dans la plateforme

Sous Pauline Marois, le Parti québécois est simplement revenu à la normale. La radicalisation, elle s'était produite avant, durant la parenthèse boisclairienne.

Le pari de Pauline Marois semble être le suivant: ce n'est pas en fixant à l'avance la date du prochain référendum qu'on servira le mieux la souveraineté, mais en prenant de front la question identitaire. La souveraineté est toujours à l'ordre du jour, mais ne sert plus d'alibi à ceux qui voudraient remettre à plus tard l'abolition des écoles passerelles ou le renforcement de la loi 101. Qualifiée de «gouvernance souverainiste», cette nouvelle approche a été préférée par les militants à celle des «conditions gagnantes» ou des «1000 dodos» avant le grand soir.

électorale pour répondre aux attentes des électeurs inquiets par la dette publique, tentés par les propositions du mouvement de François Legault.

Sans renier sa foi dans le rôle de l'État, le Parti québécois devra aussi être sensible à la gronde de bien des jeunes parents qui n'ont pas de place en garderie, pas de médecins de famille et qui ont vu bondir leurs cotisations à la Régie des rentes.

Pauline Marois a gagné son pari au sein de son parti. Ne lui reste qu'à rassembler le peuple derrière une plateforme réaliste et ambitieuse pour le Québec.



PHOTO CHRISTINNE MUSCHI, REUTERS

Pauline Marois a gagné son pari au sein de son parti. Ne lui reste qu'à rassembler le peuple derrière une plateforme réaliste et ambitieuse pour le Québec.

À BIEN Y PENSER

Les résultats du sondage post-débat m'ont jetée par terre. Michael Ignatieff ne passe pas la rampe auprès des Québécois, alors que les valeurs qu'il prône me semblent correspondre en tous points aux valeurs sociales-démocrates dont le Québec est à l'avant-garde. J'ai de la difficulté à comprendre l'électorat québécois qui permet, en votant pour le Bloc québécois, de reporter au pouvoir, élection après élection, le gouvernement ultraconservateur de Stephen Harper. — Chantal Roy, Lac-Brome

FORUM

L'unité de façade



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Samedi, les membres du Parti québécois, pour une des rares fois de leur histoire, ont fait preuve d'unité lors de leur congrès national à Montréal, en appuyant leur chef Pauline Marois sans équivoque, avec un vote de confiance de 93,08 %, un score historique.

Cette victoire n'aura pas été de longue durée. Le lendemain matin, les mêmes délégués donnaient une véritable gifle à leur chef, en adoptant une résolution qui consacrait un retour à l'interdiction totale de l'anglais dans l'affichage commercial, une radicalisation du dossier linguistique que M^{me} Marois aurait traînée comme un boulet.

La victoire de Pauline Marois au sein de son parti sera-t-elle un tremplin pour s'imposer là où ça compte vraiment, auprès de l'électorat dans son ensemble?

M^{me} Marois et ses alliés ont réussi à colmater cette brèche, en convainquant les délégués de reprendre ce vote. Mais l'incident nous rappelle que ce parti, derrière l'unité de façade, reste profondément divisé, qu'il est difficilement contrôlable, que les purs et durs sont toujours capables de remporter des votes sur des enjeux majeurs et de semer la zizanie.

Cela n'enlève rien au fait que M^{me} Marois, avec ce vote de confiance, a réussi un tour de force qui révèle ses talents politiques, et que ce succès la mettra quand même davantage à l'abri des contestations internes.

Reste à savoir si cette victoire au sein de son parti fournit à Pauline Marois un tremplin pour s'imposer là où ça compte vraiment, auprès de l'électorat dans son ensemble, et si cela peut l'aider à surmonter l'absence d'enthousiasme qu'elle suscite. Et ça, c'est moins évident parce que les débats internes du PQ et les enjeux qui confrontent le Québec ne sont pas de même nature.

D'une part, si M^{me} Marois a réussi à obtenir ce vote de confiance, c'est moins grâce à son ascendant sur ses troupes ou à ses talents de tribun capable de soulever les foules que par le contrôle qu'elle a réussi à exercer sur son parti.

D'autre part, cette unité – fragile comme on l'a vu avec les tensions soulevées par la victoire de la résolution sur la langue – repose sur des compromis et des ambiguïtés qui viendront hanter M^{me} Marois lorsqu'elle devra affronter l'électorat.

La toile de fond qui définit la nature des débats au sein du PQ n'a pas changé. Il s'agit d'un parti qui se définit autour d'une idée, celle de l'indépendance, et qui doit composer avec le fait que cette option ne fait pas de progrès et ne semble pas capable de triompher. Le défi du chef, c'est de garder le parti uni quand la victoire n'est pas à portée de la main.

Le compromis proposé par M^{me} Marois consiste à s'affranchir des contraintes d'un calendrier référendaire et de repousser le référendum à un horizon sans doute lointain, et de combler le vide par une démarche souverainiste, – loi sur la citoyenneté, constitution québécoise, et aussi une radicalisation linguistique, notamment en imposant la loi 101 aux cégeps.

Mais déjà, on a vu que ce compromis est assez ambigu pour mener à des interprétations divergentes. Si certains y voient une stratégie attentiste, pour Pierre Dubuc, par exemple, un des porte-parole du courant radical, cela signifie: « Attachez vos ceintures, on s'en vient avec un troisième référendum. »

Ce sera un tout autre affaire lorsque M^{me} Marois se présentera devant la population. Ce qui poussera bien des électeurs vers le Parti québécois, et ce qui pourrait mener ce parti à la victoire, ce ne sera pas son « projet de pays », mais la recherche d'un bon gouvernement, pas la souveraineté, mais l'intégrité.

Ces citoyens ne se contenteront pas de l'ambiguïté que cultive le PQ. Ils voudront savoir avec précision où M^{me} Marois veut les mener, ce qu'elle veut vraiment dire quand elle parle de gouverner en souverainiste.

Mobiliser pour immobiliser

Les plus grands ennemis de Montréal font de leur ville une cigale paresseuse qui se prend pour une fourmi

FRANÇOIS PRATTE



L'auteur est rédacteur et écrivain.

Sur le blogue de la maison de recherche CROP, récemment, on ne cachait pas son enthousiasme: la véritable vedette du message de deux minutes de Chrysler, avec Eminem, est la ville industrielle de Detroit. Elle n'est pas « New York City » ni « The Windy City » (Chicago), ni « Sin City » (Las Vegas). Elle ne se prend pas pour une autre: « This is the Motor City. This is what we do », nous dit Eminem, à la fin du message.

Qu'on le veuille ou non, Montréal est Montréal et ne sera jamais Barcelone. De trop nombreux Montréalais (minoritaires, sans doute, mais à qui on cède un espace démesuré dans les médias) ont oublié ce qu'est une ville qui se construit, qui vit et qui se métamorphose sans qu'elle ait à demander à l'État de la penser à sa place. Ce sont les habitants d'une ville qui font d'elle ce qu'elle est, et deviendra. Ils la font vivre et évoluer par leurs initiatives individuelles qui, additionnées, enchevêtrées, se bousculent les unes les autres, ne peuvent être planifiées, scénarisées par un maître d'œuvre déconnecté de la réalité quotidienne des citoyens.

On a parlé, récemment, de la construction d'une tour ou deux. « Un projet comme on n'en a pas vu depuis plus de 20 ans à Montréal! » avons-nous entendu de la bouche du

Montréal vivote depuis plus de 20 ans. Une ville qui prétend être grande, mais qui a peur de mots tels que prospérité, richesse, développement.

maire à la radio. Voilà. Montréal est, en fait, une ville qui ne vit pas, mais vivote depuis plus de 20 ans. Une ville qui prétend être grande, mais qui a peur de mots tels que prospérité, richesse, développement.

Ce n'est plus vrai? On est fier de voir le Quartier des spectacles se développer? On sent que « ça bouge enfin », à Montréal? Non. On s'illusionne. Montréal était passivement calée dans son divan



PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE

Les plus grands ennemis de Montréal se trouvent majoritairement parmi ceux qui lui veulent du bien. Ils font de leur ville une cigale paresseuse, lymphatique, neurasthénique, qui essaie de se convaincre qu'elle est une fourmi.

depuis bien plus que 20 ans, et maintenant qu'elle donne l'illusion de se lever et de se remettre à marcher (non, elle ne court pas), elle se croit aussi en forme que les vraies grandes villes du globe qui, elles, sont des athlètes qui ne craignent pas de courir, de suer, de bouger, de creuser 24 heures sur 24, au risque de commettre quelques erreurs qui seront beaucoup moins graves que

ment parmi ceux qui lui veulent du bien. Ils font de leur ville une cigale paresseuse, lymphatique, neurasthénique, qui essaie de se convaincre qu'elle est une fourmi. Une ville polyglotte qui vit sous le joug de mythomanes soi-disant francophiles, mais en réalité xénophobes ou anglophobes, qui rêvent de lui couper quelques langues, craignant de ne pouvoir la façonner à leur guise, à l'image de ces Québécois qui s'endorment le soir en pensant qu'un jour, leur Québec sera un « vrai » pays... Des Québécois qui se racontent de belles histoires avant de sombrer dans leur rêve chimérique auquel ils croient pourtant dur comme fer.

À leur réveil, au matin, ces Québécois, qui ont choisi la carrière d'éteignoir, ne comprennent pas que certains – qui rêvent, eux, de vivre pleinement leur vie et de contribuer à leur collectivité sans adopter la posture de victimes – ne s'intéressent plus à ce conte de fées.

De quelle ville fêterons-nous les 375 ans en 2017? Quel branding, quelle signature allons-nous lui attribuer?

Une vraie maladie

Il faut éviter de banaliser le trouble de l'attention, dont l'impact se fait sentir de la maison à l'école

MARIE-MICHÈLE LEMAIRE



L'auteure est coordonnatrice de PANDA Mauricie/ Centre du Québec et administratrice au sein du regroupement des associations PANDA du Québec. Elle réagit à l'éditorial de François Cardinal intitulé « Rentre dans le rang », publié le 1^{er} avril.

L'éditorial de François Cardinal m'a immédiatement interpellée, moi qui travaille chaque jour avec des familles touchées par le trouble de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH). Car si je déplore, tout comme M. Cardinal, les diagnostics injustifiés et trop rapides de ce trouble chez les enfants, il m'apparaît nécessaire de rappeler à quel point les gens qui en souffrent réellement sont stigmatisés et peinent à obtenir l'aide nécessaire.

Encore aujourd'hui, des milliers de Québécois sont touchés de près ou de loin par un TDAH. Le statut de cette maladie n'étant pas reconnu, les ressources requises pour soutenir ceux qui en sont atteints font cruellement défaut.

Étant moi-même mère de quatre enfants, dont deux atteints du TDAH,

je m'assure de souligner aux gens qu'il faut faire la différence entre le besoin d'attention et le déficit d'attention. Or, je considère qu'une fois le diagnostic de TDAH adéquatement établi, il nous faut à tout prix, comme société, mettre en place les mesures qui nous permettront de mieux gérer ce trouble.

Combien de fois a-t-on jugé un enfant turbulent, agressif, anxieux et présentant des troubles d'apprentissage en associant son comportement à une mauvaise éducation, à une perte de contrôle de ses parents?

atteints d'un TDAH, en qualifiant « d'échec » les systèmes en place.

Je peux en témoigner: les traitements et l'encadrement adéquats peuvent faire la différence. Et bien qu'il existe aujourd'hui différentes solutions pour aider ceux qui sont atteints d'un TDAH, plusieurs familles n'y ont même pas accès, faute d'argent et de ressources.

Le sachant, il nous faut éviter de banaliser ce véritable trouble neurologique dont l'impact se fait sentir de la maison à l'école et, souvent, de l'enfance à l'âge adulte. Il faut que, dans

Le TDAH bouleverse la réalité de nombreuses familles, mais n'obtient malheureusement pas la reconnaissance nécessaire pour éviter la stigmatisation.

Pourquoi refuse-t-on de reconnaître qu'un enfant qui a reçu un diagnostic de TDAH a besoin d'être encadré différemment, d'obtenir un soutien particulier pour développer les réflexes qui lui permettront de réussir ses études et de s'intégrer à la société? Et ce, alors même qu'une étude du CADDAC (Canada pour ADD/ADHD Advocacy, Canada) révélait récemment que trois provinces canadiennes, dont le Québec, négligeaient leurs élèves

un premier temps, le gouvernement du Québec reconnaisse au TDAH le statut de maladie pour offrir, dans un deuxième temps, un système équitable pour tous en matière d'accès aux services et de remboursement des soins.

Le TDAH bouleverse la réalité de nombreuses familles, mais n'obtient malheureusement pas la reconnaissance nécessaire pour éviter la stigmatisation. Il est temps de changer les choses.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7000
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ 514.285.6931

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse. Bénédictin du siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. Inc. Guy Crevier, Président et éditeur.



LA TOTALE AU PRIX MINIMAL

MAZDA3 SPORT 2011



POUR UNE 8^e ANNÉE CONSÉCUTIVE
LE MEILLEUR ACHAT
SELON LE GUIDE DE L'AUTO^{MC} 2011



Modèle GT illustré

DE SÉRIE:

- Moteur de 148 chevaux
- COUPLE : 135 lb-pi
- Freins ABS
- Freins à disque aux 4 roues
- Coussins gonflables avant, latéraux et en rideau
- Roues en alliage de 16 po
- Lève-glace électrique
- Contrôle dynamique de la stabilité (DSC)
- Système de contrôle de la traction/ antipatinage (TCS)
- Consommation (route): 5,9 L/100 km **
- Dossier arrière bipartite rabattable 60/40
- Rétroviseurs extérieurs aux couleurs de la caisse
- Poignées de porte aux couleurs de la caisse
- Essuie-glace à balayage intermittent variable
- Rétroviseurs extérieurs à commande électrique
- AM/FM/CD avec compatibilité MP3
- 4 haut-parleurs
- Prise d'entrée audio auxiliaire
- Colonne de direction télescopique et inclinable
- Rétroviseur intérieur jour/nuit
- Lampes de lecture
- Prises de courant 12 V (2)
- Éclairage d'entrée
- Console de sièges avant avec couvercle
- Indicateur de température extérieure
- Système d'appui-tête actifs à l'avant
- Système antidémarrage (immobilisateur)

INCLUANT JUSQU'À
3 250\$

DE RABAIS À L'ACHAT AU COMPTANT*

AUSSI APPLICABLE SUR LA MAZDA3 BERLINE

VALEUR. ÉMOTION. INGÉNIERIE. VROUM-VROUM. POUR TOUJOURS.

VOUS TROUVEREZ TOUJOURS **plus** CHEZ VOS CONCESSIONNAIRES MAZDA DU QUÉBEC.

POUR TROUVER UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE **WWW.MAZDA.CA** OU TÉLÉPHONEZ AU 1-800-263-4680.

PRÊT À ROULER INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA : PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

*Le rabais de 3 250\$ inclut une remise combinée du manufacturier et du concessionnaire applicable sur les modèles Mazda3 GX 2011. L'ajustement du prix de vente à l'achat est déduit du prix négocié avant les taxes; il ne peut être combiné à des taux subventionnés de financement à l'achat ou à la location. **Consommations de carburant estimées selon le Guide de consommation de carburant de Ressources naturelles Canada. Les résultats réels peuvent varier. Les offres sont valides entre le 1^{er} avril et le 2 mai, selon la disponibilité des stocks. Il se peut que le concessionnaire ait à passer une commande. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les prix sont sujets à changement sans préavis. Visitez le www.mazda.ca ou voyez votre concessionnaire pour tous les détails.

